

P.p. 93.106
Commissari 48 x 13
Atti giudiziari 403
Apertura (cont.) 430
Rimborso giudice 413.45
502
Tribunale: Roma

Quarta per l'astoria del 11/10/1944

*I istanze giudiziali
fatta i confronti in aula
Come in guerra?
E le ingiurie?*

Martini

~~V. n. 7. 1944 n. 288 art. 5~~

Meridiano

pubblicazioni al 14 e 28 ottobre

Inven al 28 novembre

Parrocchia - ...

Porton di Capobianco - Calanca
Lotto - ... a ...
Marta - ...

Handwritten notes in the left margin, including dates like 1944 and 1945, and some illegible text.

Prof. Istruelli a Venezia

TT. : Almirante
Am. Carlo Pezzoli

Prof. Sebastiano Formigoni

In sentenza n. 10 (p. l.)
C. App. Roma 9.12.1949

Mangini) Pront. Ser. p. 2^a 1950
for. 1 p. 438

Rimarrebbe sempre la forma

Art. 596 in p. in n. 594
595

a) "chi an-se che Summe in
guerra" è "la guerra"
non periodo ammissibile.

b) secondo l'art. 5 in D. L. n. 14
del 1944 n. 288, chiunque
che la formi per fare la causa
raggiunta obiettivamente - un
presunzione o raggiunta
opinione del difensore

Extrait du Journal : La Tribune de Genève

Adresse Genève

Date : 28 Mars 1949

LETTRE DE ROME

La bataille du sommeil à Montecitorio

Rome, mars.

La bataille a-t-elle duré 46 ou 60 heures ? Question controversée, en vérité, par des adversaires nullement réconciliés. Car les uns ont avantage à prétendre qu'elle fut longue, les autres courte. Le démocrate *Il Popolo* opte donc pour cette dernière interprétation. La vérité oblige cependant à constater que si les communistes donnaient après trois nuits et presque trois jours de débats des signes de fatigue incontestables, ils finirent par l'emporter. Grâce à l'obstructionnisme pratiqué dans la séance-fleuve, ils purent retarder le vote jusqu'au moment où le texte du projet de pacte atlantique fut publié. Le 175^{me} orateur de l'opposition allait terminer, et le vote serait devenu inévitable, lorsque enfin un député d'extrême-gauche se précipita dans la salle en brandissant un journal portant imprimé le texte exigé du gouvernement par les communistes et par leurs alliés. Cette feuille brandie, c'était la victoire. Le vote, on le savait perdu d'avance. Mais au moins l'opposition avait-elle eu cette fiche de consolation. Elle s'étale dans *l'Unità*, *l'Avanti*, *Il Paese* et *Repubblica* comme un bulletin d'Austerlitz.

La bataille du sommeil, ainsi que certains ont voulu l'appeler, ne fut décidée qu'au tout dernier moment. L'opposition était vraiment aux abois. Le pays ne marchait pas. Les protestations contre le pacte manquaient de souffle. A Sesto San Giovanni même, le Stalingrad lombard, les mesures de précaution se révélaient sans objet, et personne n'avait envie de faire comme en novembre 1947 une expédition punitive en direction de la préfecture milanaise. La seule manifestation romaine avait été faible, samedi dernier. Le peuple se désintéressait d'une lutte qu'il savait inutile. Le pacte atlantique, bon ou mauvais, serait entériné d'une façon ou d'une autre. Les ouvriers n'avaient donc pas envie de perdre de nouvelles journées de salaire. Di Vittorio, le grand manitou communiste de la C. G. T. italienne, ne put pas proposer la grève générale, et dut se contenter d'un appel général à la paix, que la classe laborieuse italienne désire voir régner entre toutes les nations. Au fond, avec cuisant d'impuissance. Il fallait donc faire quelque chose. Mardi matin, les groupes d'opposition étaient tombés d'accord avec ceux de la majorité pour mettre fin au débat. Ils changèrent d'avis pendant la journée. Par deux fois, le communiste Gullo demanda l'appel nominal sur des questions de procédure. La manœuvre était cousue de fil blanc. Mais on en souriait dans la majorité, car on savait bien que le texte du projet du pacte ne devant être publié que le vendredi en fin d'après-midi à Washington, on ne pourrait pendant tant de temps faire lire toutes les demi-heures la liste des députés pour un appel que concède le règlement.

Nécessité est mère d'

le droit de faire connaître leur opinion aux électeurs. Mais Gronchi fut inflexible. Or, comment faire durer de mardi à vendredi 175 orateurs parlant chacun dix minutes ? Quadrature du cercle, en vérité. Pour l'effectuer tout de même, les orateurs communistes recurent tout d'abord pour instruction de provoquer des incidents. Une discussion avec un collègue ou avec le président ferait gagner du temps. Si le président insistait, on en appelait à la Chambre elle-même, et celle-ci devait se prononcer par un vote. Certes, il n'était pas possible, à 4 h. du matin, de procéder à un appel nominal. Mais enfin, la demande de vote à main levée pouvait suffire. Car alors il fallait appeler dans la salle les députés démocrates affalés sur les divans de la salle des pas perdus, et c'était le président qui, cette fois, s'efforçait de gagner du temps. Il y avait toujours dans l'hémicycle un « chef d'orchestre » communiste qui, d'un geste ou d'un signe, dirigeait les opérations, auxquelles les députés d'extrême-gauche se pliaient avec une discipline exemplaire. Ainsi le communiste Dami s'étant fait rappeler à l'ordre, puis enlever la parole pour ses répliques jugées peu courtoises, en appela à l'Assemblée. L'incident dura bien dix minutes, et provoqua le réveil de cinquante dormeurs dans les coulisses de l'Assemblée. Lorsqu'ils affluèrent dans la salle, le chef d'orchestre Alicata, communiste sicilien, fit un signe des yeux à Dami, qui laissa tout tomber : on avait gagné dix minutes, et cela suffisait pour le moment.

Le vice-président Martino (libéral) tient le bâton de maréchal comme une fêrule implacable. Jamais le sommeil ne le gagne, et il veille imperturbable entre les bâillements des huissiers et même les ronflements d'un député de droite qui a cru pouvoir apporter un coussinet dans la salle. M. Martino ne croit pas devoir relever des remarques évidemment provocatrices comme celle-ci : « Le gouvernement, déclare M. Lozza, tente de se servir des écoles pour pousser les jeunes gens à la violence et à l'exaltation de la guerre. » Ou celle du communiste Stagni : « Le gouvernement voudrait pousser le peuple italien au suicide. » Des rires soulignent seuls la naïve déclaration du député Walter qui s'affirme heureux de cette occasion de parler pour la première fois à la Chambre. Sans rire, un autre, Montagnana, proclame que tous les députés devraient tenir à honneur de faire une déclaration de vote. S'il était écouté, nous y serions encore à l'heure qu'il est. Pourtant, 200 démocrates se sont aussi inscrits. Sait-on jamais ? Mieux vaut prendre toutes les précautions.

D'ailleurs, les menaces ne manquent pas non plus. Nous avons recueilli quelques propos intéressants. Ainsi, le député Bottonelli informe une Chambre presque vide qu'il est de la « volonté inébranlable des masses ouvrières de s'opposer par tous les

nel numero del 11 novembre

17- set. (p. 41) **(i)** Almirante Taca e dignità

SENATO DELLA REPUBBLICA

+ Taca p. 115 libro (4 trad.)

(ii)

20 nov. (p. 97) come traduce

(iii)

14 Dic. (p. 118) Er. sep. è autonomico
in parte si era ufficio (Ministero W.
nel governo italiano.

(iv)

30 Dic. (p. 135) obla se eu rimoveo patiti h'ultra?
e italiani
+ Obia pag. 145 « riprostito facili filozofia

(v)

Ob p. 162 12 Penman espone le cose su cosa esse
te form Martino ad investigare o aver
fatti chiamare

+ Obia p. 202 dove Payne dice che
Martino --- apprimen i Senocenti

v. p. 142 « accusa Martino d'aver ucciso i
uochi un forista

Contraddizioni
habitu e' gram x 216
senato non fare
se manifesta per filo
e p' un edo. suo. p' un edo. suo.

1) Laus che nasce nel governo due giorni prima
1943

2) Fatto Retra negli Stati Uniti compensi servizi
prestati durante la guerra 10 Luglio - la guerra finisce
10 Agosto 1943
Intelligence Service

Libera - Zucca - Intelligence Service - non in mente!

memoria di primo incontro
doni Gaye con Mackay
del 17 Set. 1943 p. 39 diario
decisione inviata Genova 1944

3) emendamenti per cui impegno Tanaka

(si trasformi in zacc. a Termini cento con
basi di trattative) Pmi a base di qualunq. Ev. Pitt.
è presente il discorso di pieno diritto
di giorno 9 è qui maliqua deformazione

quando era arbitraria int. (invece
me fine, effettivo quadro del passo,
volità civile e tradizione (o aut'na ci sono)
U. Mackay
che ha profano di Paul. - ricordo che
che l'irreversibile diritto può essere nello in disordine



2

Handwritten text: "Handwritten text in the margin" (likely a note or correction).

~~Vita per il manoscritto Tito~~

Manus

volem esclusione M. in forza p. 3
(31271)

Del resto Roberti p. 5
(31272)

frase di o. p. Coralli come
due. con valore (circled) in Terzo

Manus non ha fatto uno sforzo
per cercare i indubbi di non
Vita del Tripartito

Del resto solo preoccupazione Valtieri con
- fortissima univocità anno Ruffo
Pues (P 31273)

Interpretazione della Costituzione

3

SENATO DELLA REPUBBLICA

quarta Commissione

~~Atto~~

J. W. ...

p.

27

31280

Concetto è una negoziabile la sovranità

CV Discorso G. ... p. 10 -

negociabile in diritto - attuale

È off. psicologico -

altro con ... una riprova in ...

e allora

Altro discutiamo un altro il

si più diritto

Discutiamo l'altro per una giustizia!

(= (voci)) -

Prima del emendamento Martens - de
Joseph che era al parlo e
dell'azione di sig. con Tardieu

V. fare un'altro

una v. de Joseph p. 31272 che
in conferenza e V 31280

Ma che valore attribuisce Robert all'or
Correa p. 31272

È per chi Ruyos Perez ^{Volare} ~~giure~~ a fermi
sopra una unitato Correa a ritirare
il emendamento? p. 31273

È rifatti come interpretato da una
è negoziabile la domanda negoziabile
il diritto = all'uomo p. 31274

È il diritto di unione o computato o moltiplicato

Battaglia di un'altro
per un'altra
problema.

Che l'affermazione è p. 10

che in merito per cui
la comunità italiana -

Il dove dice che quello
trattava più trattava
altro che che a

20 p. 3127

lungo sul tavolo
occupazioni:
di Massaucci

Il Christen
votato - un
dopo 3 anni - con

Giungoglio - etc.
p. 31277-

Come lo interpretò
De Gasperi? 31280



Alta Corte per la Regione Siciliana

giudice

via Granatelli 86,
Palermo,
31 Gennaio 1953, ore 11

On. prof. Gaetano Martino
V. Presidente della Camera dei Deputati,
Roma

Carissimo Gaetano:

Facendo seguito alla conversazione telefonica di stamane, mi affretto a comunicarti che, arrivato a Palermo, ho constatato che il 'Giornale di Sicilia' ha già provveduto a pubblicare nella edizione odierna la notizia della composizione della vertenza tra te e l'On. Almirante (cfr. alligato). Pertanto restituirò oggi (per posta) allo On. Senatore Sanna Randaccio la lettera a lui indirizzata dall'On. Almirante in merito alla pubblicazione della nota dichiarazione.

Affettuosamente,

1 alligato (v. s.)

Salvatore Catinella
Salvatore Catinella.

UNA QUERELA CHE NON HA CORSO

'GIORNALE DI SICILIA' 31.1.52

Ritratte le accuse rivolte all'on. Martino

Roma, 30 gennaio

La vertenza giudiziaria sorta a seguito di querela per diffamazione intentata dall'on. Gaetano Martino, Vicepresidente della Camera e Rettore dell'Università di Messina contro il deputato del M.S.I. Giorgio Almirante ed il direttore del « Meridiano d'Italia » dott. Servello, per alcuni articoli pubblicati da tale giornale nell'ottobre 1951; è stata oggi composta davanti al Tribunale penale di Roma, a seguito di una dichiarazione fatta dall'on. Almirante, giudicata soddisfacente dall'on. Martino. La querela pertanto è stata ritirata.

Negli scritti del periodico si muoveva all'on. Martino l'accusa di « essere stato nominato Rettore dell'Università di Messina dagli alleati a compenso di servizi resi ad essi durante la guerra » e di aver fatto il delatore dei suoi colleghi fascisti per ottenere la destituzione dagli alleati.

La dichiarazione dell'Almirante dice: « L'on. Giorgio Almirante 1.) precisa che l'on. Martino non fu fatto Rettore dell'Università di Messina dagli inglesi, ma fu confermato dall'A.M.G.T., — che ne aveva l'autorità — mentre era Prorettore dell'Università di Messina ed in assenza allontanatosi dalla città, e successivamente fu eletto dai colleghi che lo hanno sempre fino ad oggi riconfermato Rettore con votazione quasi unanime; 2.) quanto agli addebiti tratti dal libro del colonnello G. R. Gayre, ed in particolare a quello d'aver il prof. Martino prestato servizi agli inglesi durante la guerra, l'on. Almirante pre-

cisa trattarsi di collaborazione successiva all'occupazione militare della Sicilia da parte degli anglo-americani e collegata alla funzione di Rettore dell'Università di Messina, e smentita dal prof. Martino, pur mantenendo il suo giudizio politico in merito alla collaborazione dei cittadini italiani dopo l'8 settembre; 3.) quanto agli addebiti relativi al comportamento del prof. Martino nei confronti dei propri colleghi, l'on. Almirante, presa visione delle dichiarazioni rilasciate dal prof. Salvatore Pugliatti (Presidente della Facoltà di giurisprudenza della Università di Messina) dal prof. Salvatore Catinella (della Università di Palermo) e dal prof. Renato Calapso (professore di geometria analitica all'Università di Messina), prende atto che in esse si afferma: a) che l'intervento del professor Martino e la sua minaccia di dimettersi da Rettore indussero gli inglesi a desistere da ogni persecuzione politica; b) che il prof. Sgrosso fu l'unico ad essere destituito, a seguito di denuncia del professor Calapso, sporta contro l'avviso e nonostante la opposizione del prof. Gaetano Martino; 4.) quanto infine al testo ed allo spirito delle dichiarazioni fatte dall'on. Martino alla Camera dei deputati, nella seduta del 10 ottobre 1951 sul problema di Trieste, l'on. Almirante dichiara che quei suoi apprezzamenti devono ritenersi ispirati dalla vivacità polemica connessa all'eccezionale importanza dell'argomento ed alla passionalità della discussione, senza alcuna sua intenzione di offendere l'onore del prof. Martino ».



Dott. Dott. FRANCESCO POBATERRA
NOVATO
ROMA - VIA FRATTINA 81
Tel. 61887

XII Sez

229

Av. Battista

- 382.144 -

PROCURA SPECIALE AD LITEM

Con il presente atto da valere ad ogni effetto di legge, il sottoscritto On.le Prof. Gaetano Martino fu Antonio nato a Messina e residente a Roma presso la Camera dei Deputati, rilascia procura speciale all'On.le Avv. Raffaele Sanna Randaccio ed al suo sostituto avv. Giacomo Mereu fu Rosolino (o a chi altro l'avv. Sanna Randaccio riterrà ^{di affare} l'incarico di sostituirlo) perché in suo nome e vece si costituisca parte civile contro l'On.le Giorgio Almirante Deputato al Parlamento, e contro Mario Servello di Pasquale, imputati di diffamazione a mezzo della Stampa, avanti il Tribunale penale di Roma-XII^a Sez. nell'udienza del 13 Ottobre 1952 (o in quelle altre che venissero eventualmente fissate).

Il sottoscritto nomina suoi difensori i predetti avvocati; elegge domicilio presso l'avvocato Giacomo Mereu, in Roma, Via Baglivi n.3 e consente ai suoi mandatari tutte le facoltà necessarie per la costituzione di parte civile e per la sua difesa.

Così i nominati procuratori potranno assistere e discutere alle udienze, presentare documenti e memorie, assistere a prove testimoniali, ritirare fascicoli e quant'altro. Il tutto con promessa di rato e va-

lido.

Giuliano Fratino fu Antonio

Repertorio n. 33823

Autenticità

L'anno milleottocentoquarantasei e
il giorno nove del mese di luglio, in Roma,
in via Frattina n. 89, in una sala del
Partito Liberale Nazionale.

Io sottoscritto D. On. G. Frattini, Francesco
Potaterra, W. K. in Roma, in Italia
nel ruolo dei sottoscritti costituiti
di Roma, Latina e Nettuno.

Artifici

De, avendo l'esistenza dei fatti sopra
per espone minuziosamente del componente a
me, l'on. Prof. Gaetano Martino fu
Antonio nato a Messina e residente
a Roma presso la Camera dei Deputati,
della cui identità e piena capacità di
ris. in quanto mio atto, ha presen-
to l'atto che presen alla mia presen



Francesco Potaterra

Dichiarazione

Messina 20 Ottobre 1952

Il sottoscritto, Prof. Renato Calapso, in omaggio alla verità, sente il dovere di dichiarare quanto segue:

1) - Il sottoscritto, fin dall'ottobre 1942, fu il promotore del movimento indipendentista a Messina e provincia e ne curò la costituzione ufficiale nell'agosto 1943. Indi fu eletto Presidente del Comitato Provinciale di Messina, che allora si costituiva per la prima volta, e tenne questa carica fino a poco tempo prima delle elezioni per la Costituente.

2) - L'on. Gaetano Martino non fu mai presente, e non si vide mai, né alle riunioni che prepararono il movimento, né a quelle ufficiali del medesimo, dopo la sua costituzione, né, comunque, a quelle dei simpatizzanti, che si tenevano del Movimento a fini propagandistici.

3) - In alcuni colloqui che il sottoscritto ebbe con l'on. Martino, al tempo in cui si costituiva il Movimento, egli si dichiarò ad esso contrario.

4) - Il prof. Salvatore Sgrosso fu denunciato agli Alleati per iscritto da me, prof. Renato Calapso, per i seguenti motivi:

Il suddetto, nella sua qualità di Rettore dell'Università di Messina, al tempo in cui era in vigore la legge della mobilitazione civile, volle, con disposizione scritta, che io, prof. Renato Calapso, fossi presente agli esami del giugno 1943 (nei locali dove allora funzionava l'Università) sotto l'infuriare dei bombardamenti aerei, malgrado il sottoscritto fosse mutilato di una gamba.

L'atto dello Sgrosso era in netto contrasto con la situazione di fatto che quasi tutti i professori erano già scappati da Messina e moltissimi erano nel continente, fuori di ogni pericolo.

Di più lo Sgrosso non si benignò neanche di aiutare un uomo senza gambe con la macchina dell'Università (di cui egli si serviva abbondantemente nei momenti di pericoli e in quelli di ozio), sicché per volontà dello Sgrosso, il sottoscritto, che era sfollato ad Ali, fu costretto giornalmente ad attraversare a piedi tutta la città (che era un deserto di rovina e di lutti), egli che era senza gambe e nella impossibilità di correre nei momenti di maggior pericolo.

Il 25 giugno 1943, sotto un bombardamento che a ondate successive durò tutta la giornata, il sottoscritto ebbe salva la vita per un puro miracolo di Dio. Invece lo Sgrosso, con la macchina dell'Università, aveva raggiunto il ricovero sotto la montagna in pochi minuti e godeva la letizia dell'incolumità, per nulla preoccupato che un collega senza gambe si trovava per sua disposizione sotto le esplosioni che distruggevano il 90% degli appartamenti!

E questa era la conclusione di una lunga partita. Perché tra il sottoscritto e lo Sgrosso c'era stato in precedenza un forte antagonismo (forse sostenuto dal Prefetto fascista dell'epoca, per la mia attività politica) in seguito al quale il sottoscritto era stato de-

posto, proprio dallo Sgrasso, dalla carica di Preside della Facoltà di Scienze, che deteneva ininterrottamente dal 1935 con soddisfazione di tutti.

Il sottoscritto ricorda benissimo che prima di presentare la denuncia alle autorità alleate parlò della cosa all'on. Martino (che era subentrato allo Sgrasso nella carica di Rettore) e questi, in nome della colleganza universitaria, lo pregò di desistere da ogni azione, offrendosi di intramettersi per una riappacificazione.

Ma, quanto aveva subito il sottoscritto era troppo grave e soprattutto era troppo pieno della più odiosa crudeltà, perché il sottoscritto, scritto potete, in quel momento, perdonare; tanto più che aveva scambiato la vita per un puro caso fortunato!

F.TO PROF. RENATO CALAPSO

Il prof. Salvatore Sgrasso fu denunciato agli Alleati per il fatto che, nel periodo di occupazione, aveva ricoperto la carica di Rettore dell'Università di Messina.

Il suddetto, nella sua qualità di Rettore dell'Università di Messina, al tempo in cui era in vigore la legge della mobilitazione civile, con disposizione scritta, che lo, prof. Renato Calapso, fu presente agli esami del giugno 1943 (nei locali dove allora funzionava l'Università) sotto l'influenza dei bombardamenti aerei, malgrado il sottoscritto fosse mutilato di una gamba.

Il fatto dello Sgrasso era in netto contrasto con la situazione di fatto che tutti i professori erano già scappati da Messina e molti altri erano nel continente, fuori di ogni pericolo.

Di ciò lo Sgrasso non si sentì neanche di aiutare un uomo che era con la macchina dell'Università (di cui egli si serviva abitualmente nei momenti di pericolo e in quelle di stato), anche per volontà dello Sgrasso, il sottoscritto, che era esiliato ad Aii, fu costretto giornalmente ad attraversare a piedi tutta la città (che era un deserto di rovine e di lutti), egli che era senza gamba e nella impossibilità di correre nei momenti di maggior pericolo.

Il 25 giugno 1943, sotto un bombardamento che a ondate successive durò tutta la giornata, il sottoscritto ebbe salva la vita per un puro miracolo di Dio. Invece lo Sgrasso, con la macchina dell'Università, aveva tentato di riavere sotto la montagna in pochi minuti e godeva la libertà dell'incolumità, per nulla preoccupato che un collega senza gamba si trovasse per sua disposizione sotto le capisaldi che distruggevano il 90% degli appartamenti!

Questa era la conclusione di una lunga cartella. Perché tra il sottoscritto e lo Sgrasso c'era stato in precedenza un forte antagonismo (come scaturito dal Prefetto Lanzetta dell'epoca, per la mia attività politica) in seguito al quale il sottoscritto era stato de-

C O P I A

STUDIO LEGALE CATINELLA = PALERMO = Via Granatelli 86 -

20 Ottobre 1952

On. Prof. Gaetano Martino
Messina

Caro Martino:

Per le particolari, drammatiche circostanze in cui si svolse, è ancora preciso il mio ricordo di un raro episodio di fierezza e dignità del quale sei stato protagonista/

In qualità di Segretario dello "Education Office" del Governo Militare Alleato in Sicilia, ebbi occasione di assistere a Palermo, nel palazzo Costantino, e precisamente nella stanza del Capo dell'Ufficio Ten. Col. G.R. Gayre (Inglese), al colloquio tra te, il medesimo Gayre ed il Maggiore A. Raffa (Americano) della Sezione Politica del Quartiere Generale del G.M.A. - In tale colloquio ti fu resa nota dal Gayre la decisione degli organi superiori del G.M.A. di destituire i professori qualificati "fascisti pericolosi" in base a criteri automatici (appartenenza a determinate categorie; ufficiali della Milizia, insigniti della sciarpa vittoria o del brevetto della marcia su Roma, ecc.) ovvero a fatti di particolare gravità. Tu rispondesti senza esitazione che ti saresti opposto a qualsiasi provvedimento che avesse danneggiato i tuoi colleghi; ed avendo il Gayre osservato che gli Alleati stavano facendo la guerra per eliminare il nazismo ed il fascismo, tu ribattesti che la esigenze della cultura non potevano sottostare alla opportunità politica.

Ad un certo momento, avendo assunto il colloquio un tono particolarmente aspro, tu dichiarasti di non potere più esercitare liberamente le funzioni di Rettore dell'Università di Messina, e chiedesti a me un foglio di carta per scrivere immediatamente le tue dimissioni. Gayre e Raffa, manifestamente preoccupati del tuo atteggiamento, dichiararono allora che avrebbero chiesto al Comando Superiore di abbandonare il criterio di epurazione automatica, e di esaminare caso per caso la situazione dei professori. In tal modo, riuscisti a difendere i tuoi colleghi con pieno successo: della tua Università-credo che il mio ricordo risponda al vero - soltanto il prof. Sgrosso fu destituito. La tua difesa in tal caso non poté superare elementi documentali ai quali gli Inglesi si mostrarono particolarmente sensibili (affermazioni nel discorso inaugurale dell'anno accademico che furono ritenute dal Gayre e da altri Ufficiali dai quali dipendeva offensive per lo, esercito Inglese).

Sono pronto a confermare da testimone i fatti sopra esposti innanzi l'Autorità giudiziaria.

Cordialmente

F.TO SALVATORE CATINELLA

Messina 20 ottobre 1952

Il sottoscritto, prof. Renato Calapso, in omaggio alla verità, sente il dovere di dichiarare quanto segue:

1). Il sottoscritto, fin dall'ottobre 1942, fu il promotore del movimento indipendentista a Messina e provincia e ne curò la costituzione ufficiale nell'agosto 1943. Indi fu eletto Presidente del Comitato provinciale di Messina, che allora si costituiva per la prima volta, e tenne questa carica fino a poco tempo prima delle elezioni per la Costituente.

2). L'on. Gaetano Martino non fu mai presente, e non si vide mai, né alle riunioni che prepararono il movimento, né a quelle ufficiali del medesimo, dopo la sua costituzione, né, comunque, a quelle dei simpatizzanti, che si tenevano del Movimento a fini propagandistici.

3). In alcuni colloqui che il sottoscritto ebbe con l'on. Martino, al tempo in cui si costituiva il movimento, egli si dichiarò ad esso contrario.

4). Il prof. Salvatore Sgroso fu denunciato agli alleati per iscritto da me, prof. Renato Calapso, per i seguenti motivi.

Il suddetto, nella sua qualità di Rettore dell'Università di Messina, al tempo in cui era in vigore la legge sulla mobilitazione civile, volle, con disposizione scritta, che io, prof. Renato Calapso, fossi presente agli esami del giugno 1943 (nei locali dove allora funzionava l'Università) sotto l'infuriare dei bombardamenti aerei, malgrado il sottoscritto fosse mutilato di una gamba.

L'atto dello Sgroso era in netto contrasto con la situazione di fatto che quasi tutti i professori erano già scappati da Messina e moltissimi erano nel continente, fuori da ogni pericolo.

Di più lo Sgroso non si benignò neanche di aiutare un uomo senza gambe con la macchina dell'Università (di cui egli si serviva abbondantemente nei momenti di pericolo e in quelli di ozio), sicché

per volontà dello Sgrasso, il sottoscritto, che era sfollato ad Ali, fu costretto giornalmente ad attraversare a piedi tutta la città (che era un deserto di rovina e di lutti), egli che era senza gambe e nella impossibilità di correre nei momenti di maggior pericolo.

Il 25 giugno 1943, sotto un bombardamento che a ondate successive durò tutta la giornata, il sottoscritto ebbe salva la vita per un puro miracolo di Dio. Invece lo Sgrasso, con la macchina dell'Università, aveva raggiunto il ricovero sotto la montagna in pochi minuti e godeva la letizia dell'incolumità, per nulla preoccupato che un collega senza gambe si trovava per sua disposizione sotto le esplosioni che distruggevano il 90% degli appartamenti!

È questa era la conclusione di una lunga partita. Perché tra il sottoscritto e lo Sgrasso c'era stato in precedenza un forte antagonismo (forse sostenuto dal Prefetto fascista dell'epoca, per la mia attività politica) in seguito al quale il sottoscritto era stato deposto, proprio dallo Sgrasso, dalla carica di Preside della Facoltà di Scienze, che deteneva ininterrottamente dal 1935 con soddisfazione di tutti.

Il sottoscritto ricorda benissimo che prima di presentare la denuncia alle autorità allestite parlò della cosa all'on. Martino (che era subentrato allo Sgrasso nella carica di Rettore) e questi, in nome della colleganza universitaria, lo pregò di desistere da ogni azione, offrendosi di intramettersi per una riappacificazione.

Ma quanto aveva subito il sottoscritto era troppo grave e soprattutto era troppo pieno della più odiosa crudeltà, perché il sottoscritto potesse, in quel momento, perdonare, tanto più che aveva scampato la vita per un puro caso fortunato!

Prof. Renato Calapso

VERBALE DI REMISSIONE DI QUERELA

Nella sala d'udienza della IV^a Sezione Penale (già XII^a) del Tribunale di Roma, l'anno 1953, il giorno 29 Gennaio, nanti noi dott. Antonio Corrias, Sostituto Procuratore della Repubblica presso il Tribunale di Roma, assistito dal sottoscritto Cancelliere, sono comparsi:

1. L'On. Prof. Gaetano Martino fu Antonino;
2. L'On. Dott. Giorgio Almirante di Mario;
3. Il Dott. Franco Mario Servello fu Pasquale.

L'On. Gaetano Martino, presa visione della dichiarazione dell'On. Giorgio Almirante, che qui si allega, che sarà comunicata all'ANSA e che sarà pubblicata sul giornale "Il Meridiano d'Italia" nello stesso formato tipografico dell'articolo incriminato, nel numero dell'8 Febbraio c.a., a cura e spese dei querelati, e sui giornali della Sicilia, scelti dall'On. Martino, a cura del Senatore Avvocato Raffaele Sanna Randaccio che ne viene richiesto dall'On. Almirante) dichiara di rimettere la querela sporta in data 1951 contro i predetti On. Almirante e dott. Servello, per il reato di diffamazione relativo allo scritto apparso nel numero del 1951 del settimanale "Il Meridiano d'Italia".

I querelati dichiarano di accettare la presente remissione di querela e di assumersi in solido le onere delle spese.

L.C.S.

Ill.mo Sig. Presidente della 4. Sezione Penale del
Tribunale di

R o m a

Il sottoscritto, difensore di fiducia dell'on. dr. ALMIRANTE
GIORGIO, imputato del reato di diffamazione aggravata in danno
dell'on. MARTINO GAETANO che, nelle querele, ha concesso la fa-
colta' di prova,

C h i e d e

venga ammessa l'escussione dei seguenti testimoni a disca-
rico che deporranno sulle circostanze appresso indicate:

1) Avv. GENTILE PAOLO - Via Milano 25 - Palermo

Potra' riferire sui continui contatti svolti dall'on. Gaeta-
no Martino con gli inglesi che occupavano la Sicilia e, parti-
colarmente, con il col. Gheyr, ministro inglese dell'Amgèt per
la Pubblica Istruzione in Sicilia.

Riferira' anche sull'attivitá' particolare svolta dall'on.
Martino in favore degli inglesi occupanti.

2) Prof. Dr. SCROSSO SALVATORE - presso Universita' di Napoli
residente in Amalfi-

Riferira' sulle modalita' della nomina dell'on. Martino a
 Rettore dell'Universita' di Messina e sull'attivitá' svolta
 dallo stesso on. Martino, in favore degli inglesi, durante l'oc-
 cupazione della Sicilia.

3) Dr. MARRONE VINCENZO - Via Camiciotti, isolato 149 - Messina-

Fu capo del Comitato Liberazione Nazionale di Messina.

Durante l'epurazione dei professori universitari, si adope-
ro' per mitigare i rigori della legge epurativa in favore di
due professori che si erano a lui rivolti. Il prof. Martino
presiedeva atale epurazione, d'accordo con gli inglesi.

Intervenne presso l'Amgot a favore dei due professori, ma
fu chiamato d'autorita' dalla polizia alleata a conferire
negli uffici del governo d'occupazione ove un Ufficiale lo
diffido' perentoriamente a non piu' interessarsi dei due pro-
fessori che dovevano essere epurati.

E cio' perchè, aggiunse l'Ufficiale, il prof. Martino, da noi
nominato Rettore, è persona di nostra assoluta fiducia e quanto

egli fa sta ben fatto.

4) On.Dr.MIEVILLE ROBERTO - Camera dei Deputati -Roma

Potra' riferire che, nell'autunno 1951, diffusasi negli ambienti parlamentari la notizia dell'imminente sostituzione dell'Ambasciatore d'Italia a Londra, Gallarati Scotti, l'on. Gaetano Martino pose la sua candidatura alla successione.

Il sottoscritto chiede inoltre che, ai sensi degli artt. 326-461 opp., venga nominato un interprete della lingua inglese per tradurre i brani del libro di memoria del col. Gheyr in cui si parla dei rapporti avuti con l'on. Martino e, specificatamente, dei fatti determinati che costituiscono oggetto di causa.

Roma, 29 gennaio 1953

(Avv. Vittorio Battista)

Bozze di dehwansant

L'onorevole ^GGiorgio Almirante in relazione alle accuse mosse all'on. prof. Gaetano Martino nei numeri 40 e 42 rispettivamente del 14 e 28 Ottobre 1951 del settimanale "Il Meridiano d'Italia":

1) - Richiamandosi anche quanto già pubblicato nel numero dell'11 Novembre 1951 dello stesso giornale, precisa che l'on. Martino non fu fuatto Rettore dell'Università di Messina dagli Inglesi, ma fu confermato dall'AMGOT - che ne aveva l'autorità - ^{domandato con risultato che in specie fu fatto Rettore degli studenti e studenti e} po essere stato eletto dai suoi colleghi che dal 1944 ad oggi lo hanno sempre riconfermato Rettore della Università di Messina con votazione quasi unanime.

2) - Quanto agli addebiti tratti dai libri del Colonnello G.R. Gayre, ed in particolare a quello "d'avere il Prof. Martino prestato servigi agli Inglesi duran^e la guerra", l'on. Almirante ammette che trattasi invece di collaborazione successiva all'8 Settembre 1943 ed esclusivamente collegata alla sua funzione di Rettore dell'Università di Messina.

In merito alla collaborazione dei cittadini italiani dopo l'8 settembre, l'on. Almirante mantiene il suo giudizio politico, pur prendendo atto che lo stesso Colonnello Gayre (a pag.41 del suo libro) pone in rilievo il contegno cortese ma dignitoso del prof. Martino, e (a pag.135) riconosce che pur avendo prestato la propria assistenza alle Autorità Inglesi occupanti, il Prof. Martino rimase un forte e patriottico siciliano ed italiano;

3) - Quanto al comportamento del Prof. Martino nei confronti dei propri colleghi, l'on. Almirante, presa visione delle dichiarazioni rilasciate dal Prof. Salvatore Pugliati (Preside della Facoltà di giurisprudenza della Facoltà di Messina), dal Prof. Salvatore Catinella (della Università di Palermo) e del Prof. Renato Galapso (professore di geometria analitica all'Università di Messina) riconosce che in esse si afferma:

a) - che proprio l'intervento del Prof. Martino e la sua minaccia

presenta -
all'incirca un
consiglio della
libera di parte
degli ~~altri~~
info ~~sempre~~

Formula
vittoriosa

prende atto

di dimettersi da Rettore, indussero gli Inglesi a desistere da ogni persecuzione politica.

b) - che il prof. Sgrosso fu l'unico ad essere destituito perché denunciato dal Prof. Calapso contro l'avviso e nonostante la opposizione del Prof. Martino.

4) - Quanto infine al testo ed allo spirito delle dichiarazioni fatte dall'onorevole Martino alla Camera dei Deputati nella seduta del 10 Ottobre 1951 sul problema di Trieste, l'On. Almirante dichiara che i suoi apprezzamenti devono ritenersi ispirati dalla vivacità polemica connessa all'eccellenza importanza dell'argomento ed alla passionalità della discussione, senza alcuna intenzione offensiva per l'onorabilità del Prof. Martino.

Il personale

Avv. Vittorio Battista

ROMA

Viale Angelico, 28 p. p. - Telef. 332.144

Borse di dichiarazioni

Roma 2 gennaio 1953

29-1

On. Sen. Avv. Raffaele Sanna Randaccio

Piazza Montecitorio 115

R o m a

Illustre Senatore,

a seguito dei nostri colloqui in relazione ad una bonaria sistemazione della vertenza on. Martino-on. Almirante, Le invio, qui in allegato, il testo della dichiarazione che il mio assistito sarebbe disposto a far pubblicare su "Il Meridiano d'Italia" a conclusione della vertenza stessa.

Con molti ossequi

In:

L. Unisobuich

diretto 502 } e. p. p.
cost. p. m. 91 109
Usc. v. c. 113

n. 1 all.
+

all. In relazione a quanto pubblicato nei numeri 40 e 42

L'on. Almirante conferma quanto già pubblicato su 'Meridiano d'Italia', nel numero dell'11 novembre 1951, successivo a quello incriminato, e cioè che l'on. Martino non fu fatto Rettore dell'Università di Messina dagli inglesi, ma fu confermato dall'Angot, che ne aveva l'autorità, dopo l'avvenuta elezione da parte dei suoi colleghi. Circa la democraticità di tale elezione, l'on. Almirante dichiara di aver preso visione e atto dei documenti fornitigli dall'on. Martino.

Quanto al libro del col. Gheyr ed ai "servigi prestati durante la guerra agli inglesi", l'on. Almirante non contesta affatto trattarsi di avvenimenti successivi all'8 settembre 1943, ma rileva che, secondo il diritto internazionale e la terminologia corrente, lo stato di guerra vige fino alla conclusione del trattato di pace, ed è comunque in atto durante la fase armistiziale.

In merito al comportamento dei cittadini italiani dopo l'8 settembre ed alla liceità dei servigi da essi eventualmente prestati all'occupante anglo-americano, l'on. Almirante mantiene il suo giudizio politico, pur ammettendo che altri siano, come sono, di diverso avviso.

Quel che precede si riferisce anche alle informazioni che, secondo il libro del Gheyr, l'on. Martino avrebbe fornito allo stesso Gheyr circa i precedenti dei suoi colleghi professori universitari.

Quanto, infine, al testo ed allo spirito delle dichiarazioni fatte dall'on. Martino alla Camera dei Deputati, nella seduta del 10 ottobre 1951, l'on. Almirante dichiara che i suoi apprezzamenti polemici - la cui vivacità era connessa all'eccezionale importanza dell'argomento ed alla passionalità della discussione svoltasi - erano di natura esclusivamente politica e non avevano alcun riferimento alla personalità privata dello on. Martino.

*in 1944 si fu
che la legge
con Volontarie
quasi nessuno.*

*Quando al
comportamento
di prof. Martus
nei confronti
dei propri colleghi
di Messina
pres. riduce
della dice
di prof.
di corso
che si è affermo
a che prof.
l'intercambio
prof. Martus e la sua
volta ad iuste
ottiene che fu ap*

*che prof. Martus
LPS*

*Sheni a pag. 142
202
che accusa i suoi
fora?*

*il prof. Scaroni ha denunciato al prof. Colapinto
contro i paesi e soprattutto l'Italia - il prof. Ull*

?

I. Si riconosce:

- a) - che l'on. Martino non fu "fatto Rettore della Università di Messina dagli inglesi a compenso di servizi loro prestati durante la guerra", ma fu regolarmente eletto dai colleghi (per il triennio 1944-46 con quindici voti su sedici votanti - per il triennio 1947-1949 con ventisei voti su trenta votanti - per il triennio 1950-52 con quarantun voti su quarantidue votanti);
- b) - che dallo stesso libro di G. R. Gayre (a pag.39) si rileva che il primo incontro tra il prof. Martino e il Col. Gayre è avvenuto il 17 settembre 1943, ed è cioè successivo alla fine della guerra;
- c) - non fu delatore dei propri colleghi ma anzi contribuì ad evitare loro conseguenze per il loro passato politico.

II. Premesso che è naturalmente spiegabile una diversa, se pure egualmente patriottica, concezione dei problemi nazionali si riconosce che dal testo e dallo spirito delle dichiarazioni fatte dall'on. Martino alla Camera nella seduta del 10 Ottobre 1951 sul bilancio del Ministero degli Affari Esteri non dovevasi né potevasi ricavare né rinuncia o proposta di rinuncia a qualunque effetto della dichiarazione tripartita che comunque non assegnava alcun territorio dell'Italia.

III. Si riconosce infine che le frasi offensive pronunziate nei riguardi dell'on. Martino furono scritte in un momento di acceso contrasto politico - sotto la premessa di erronee informazioni ed hanno ingiustamente additato al disprezzo l'on. Martino, del cui onore invece e della cui fedeltà agli ideali della Patria non può aversi dubbio.

QUERELA

N. 112
14. 29. 1. 53

Ill.mo Signor Procuratore della Repubblica di
Roma

Il sottoscritto, Gaetano Martino Deputato al Parlamento nazionale, domiciliato e residente in Messina ma, agli effetti di quest'atto elettivamente in Roma - piazza Montecitorio n. 115 - nello studio del Senatore Avvocato Raffaele Sanna Randaccio, sporge formale querela contro Francesco Mario Servello di Pasquale (domiciliato e residente in Milano - via Cerva 40) direttore responsabile del giornale settimanale "Il Meridiano d'Italia", per i seguenti

FATTI

Il citato settimanale nel n. 42 del 28 Ottobre 1951 a pag. 4 riferendosi evidentemente all'emendamento proposto dal sottoscritto a un ordine del giorno dell'on. Covelli nella seduta della Camera dei Deputati:

- a) - ha insinuato che "il Deputato liberale Gaetano Martino si è fatto promotore di una votazione parlamentare tendente a facilitare le mire di Tito nel Territorio Libero di Trieste";
- b) ha affermato che "il movente personale di una iniziativa talmente clamorosa nella sua bassezza, da suscitare il legittimo sospetto che si trattasse di una manovra a largo raggio, deve ricercarsi nel desiderio del sottoscritto di "lucrare una poltrona di ambasciatore a Londra, per poter continuare a servire lo straniero in posizione ancora più comoda"; motivo questo per cui "il sottoscritto avrebbe parlato, votato e indotto a votare per Tito contro Trieste";
- c) - infine ha affermato che "il Martino, professore dell'Università di Messina ed intimo collaboratore per la Pubblica Istruzione, del Ministro dell'ANGOT - Colonnello Gheyr - fu nominato per questo Rettore dell'Università di Messina" e che "il Martino lavorava nell'ufficio del Colonnello Gheyr ove si decideva la sostituzione dei professori sospetti di fascismo, e faceva praticamente il

QUERELA

Ill.mo Signor Procuratore della
Repubblica

delatore contro i propri colleghi!.

Questa pubblicazione offende gravemente nel suo complesso contenuto diffamatorio, e, in modo ancor più determinato, nelle frasi riportate, la reputazione personale e politica del sottoscritto, additandolo al pubblico disprezzo

Per questo il sottoscritto chiede che si proceda penalmente contro Francesco Mario Servello (e contro l'autore della pubblicazione quando sarà noto) che, quale direttore responsabile del giornale deve rispondere, salva miglior definizione, a sensi degli articoli 110, 57 n.1, 595 prima parte e capoverso primo e secondo Codice Penale e 13 della Legge 8 Febbraio 1948, n.47.

Il sottoscritto, mentre si riserva di costituirsi parte civile, chiede che il giudizio venga esteso all'accertamento della verità o falsità dei fatti a lui attribuiti.

N. 42

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. II
N. 448**DOMANDA DI AUTORIZZAZIONE A PROCEDERE IN GIUDIZIO**

CONTRO IL DEPUTATO

ALMIRANTEPER IL REATO DI CUI AGLI ARTICOLI 595 DEL CODICE PENALE E 13 DELLA LEGGE
8 FEBBRAIO 1948, N. 47 (DIFFAMAZIONE A MEZZO DELLA STAMPA)TRASMESSA DAL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
(ZOLI)

Annonziata il 15 luglio 1952

*All'onorevole Presidente
della Camera dei Deputati
Roma*

Roma, 14 luglio 1952.

Nei confronti dell'onorevole deputato Almirante Giorgio è stato iniziato procedimento penale dal Procuratore della Repubblica in Roma per il reato di diffamazione col mezzo della stampa.

Poiché occorre, ai sensi dell'articolo 68, secondo comma, della Costituzione, l'autorizzazione a procedere di codesto Consesso, trasmetto la relativa richiesta del Procuratore della Repubblica in Roma con gli atti del procedimento (fascicolo n. 19000/51 della Procura di Roma).

*Il Ministro
ZOLI.**All'onorevole Presidente
della Camera dei Deputati
Roma*

Roma, 16 giugno 1952.

Con atto del 29 novembre 1951, l'onorevole Gaetano Martino sporgeva formale querela contro il direttore responsabile del settimanale *Meridiano d'Italia*, per aver questi pubblicato nel n. 42, in data 28 ottobre 1951, di detto settimanale, un articolo, dal titolo: « L'angiofflo Martino Ambasciatore a Londra? », che il querelante afferma essere offensivo della propria reputazione.

L'onorevole Martino, nel richiedere che si procedesse anche contro l'articollista, lamentava, in particolare, che in detto articolo gli si attribuissero, tra l'altro, i fatti determinati di essersi, al fine « di lucrare una poltrona di ambasciatore a Londra » e potere così continuare « a servire lo straniero in posizione ancora più comoda », fatto promotore di una

volazione parlamentare tendente a facilitare le mire di Tito sul territorio di Trieste; di essere stato nominato Rettore della Università di Messina, perché intimo collaboratore del Ministro dell'A.M.G.O.T. per la pubblica istruzione e di avere, infine, fatto il delatore contro i propri colleghi, nel periodo in cui lavorava alle dipendenze del Col. Gheyr.

La Questura di Milano, con rapporto del 17 gennaio 1952 riferiva, su richiesta di questo Ufficio, che autore dell'articolo in questione era tale Ravenna Mario.

Pertanto, il Servello ed il Ravenna venivano chiamati a rispondere del reato di diffamazione aggravata in danno dell'onorevole

Martino dinanzi la XI Sezione del locale Tribunale.

Peraltro, all'udienza del 28 marzo 1952, il difensore degli imputati dichiarava che autore dell'articolo incriminato era, non già l'imputato Ravenna, bensì l'onorevole Giorgio Almirante.

Giò confermava, successivamente, il Servello, interrogato in proposito.

Chiedo, pertanto, la prescritta autorizzazione a procedere a carico dell'onorevole Giorgio Almirante, per il reato di diffamazione in oggetto specificato.

Il Procuratore della Repubblica
VELOTTI.

Ravenna

N. 110
IV. 20.1.53

Ill.mo Signor Procuratore della Repubblica di
R o m a

Il sottoscritto, Gaetano Martino, deputato al Parlamento nazionale, domiciliato e residente in Messina ma, agli effetti di quest'atto, elettivamente in Roma - piazza Montecitorio, n. 115 - nello studio del senatore avvocato Raffaele Sanna Randaccio, sporge formale querela contro l'onorevole Giorgio Almirante (domiciliato e residente in Roma) e contro Francesco Mario Servello di Pasquale, (domiciliato e residente in Milano - via Cerva 40) direttore responsabile del settimanale "Il Meridiano d'Italia", per i seguenti fatti:

FATTI

Il citato settimanale nel N. 40 del 14 Ottobre 1951 a pag. 4, continuando dalla prima pagina l'articolo intitolato "Accordo De Gasperi - Tito per Trieste", così si è espresso nei confronti del sottoscritto:

Con questa querela il sottoscritto intende investire la pubblicazione nel suo complesso e contenuto diffamatorio, pur ponendo in rilievo le seguenti accuse che, in modo più determinato, offendono gravemente la sua reputazione:

a) - "d'essere stato egli nominato rettore dell'Università di Messina dagli Inglesi a compenso dei servizi loro prestati durante la guerra"; Frase in cui, a prescindere dalla maligna inesattezza della notizia, dà maggior risalto diffamatorio l'inciso "interviene dunque l'Intelligence Service....pardon, l'on. Gaetano Martino";

b) - "Un Deputato incoraggia l'ito ad osare, sollecita il foibatore l'ito a farsi avanti, ecc." - "un Deputato italiano compie il gesto del lenone.....ecc."

Delle offese contenute nella pubblicazione incriminata devono rispondere sia l'on. Giorgio Almirante autore dell'articolo che Franco Mario Servello, direttore del giornale, a sensi, salva miglior definizione, degli articoli 110, 57 n.1, 595 prima parte e capoverso primo e secondo del Codice Penale, e 13 della Legge 8 Febbraio 1948, n.47.

Pertanto il sottoscritto chiede che si proceda contro di essi a termini di legge, riservandosi di costituirsi parte civile.

Chiede inoltre che il giudizio venga esteso all'accertamento della verità o falsità dei fatti a lui attribuiti.

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. II
N. 400**DOMANDA DI AUTORIZZAZIONE A PROCEDERE IN GIUDIZIO**

CONTRO IL DEPUTATO

ALMIRANTEPER IL REATO DI CUI AGLI ARTICOLI 595 DEL CODICE PENALE E 13 DELLA LEGGE
8 FEBBRAIO 1948, N. 47 (DIFFAMAZIONE AGGRAVATA)TRASMESSA DAL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
(ZOLI)

Annunziata il 13 febbraio 1952

*All'onorevole Presidente
della Camera dei Deputati
Roma*

Roma, 11 febbraio 1952.

L'onorevole Almirante Giorgio è stato querelato dall'onorevole Gaetano Martino per il reato di diffamazione aggravata (articoli 595, secondo e terzo capoverso del Codice penale, e 13 della legge 8 febbraio 1948, n. 47).

Poiché occorre, ai sensi dell'articolo 68, comma secondo, della Costituzione, l'autorizzazione a procedere di codesto Consesso, trasmetto la relativa richiesta del Procuratore della Repubblica in Roma con gli atti del procedimento (fascicolo n. 18999/51 della Procura di Roma).

*Il Ministro
ZOLI.**Onorevole Presidente
della Camera dei Deputati
Roma*

Roma, 11 gennaio 1952.

Con atto in data 29 novembre 1951, l'onorevole Gaetano Martino sporgeva formale que-

rela, per il delitto di diffamazione aggravata, contro l'onorevole Giorgio Almirante, per avere, questi, pubblicato nel n. 40 del settimanale *Il Meridiano d'Italia* del 14 ottobre precedente, un articolo dal titolo: « Accordo De Gasperi-Tito per Trieste », che il querelante afferma essere lesivo della propria reputazione.

Lamenta, in particolare, l'anzidetto querelante che nell'articolo di cui sopra gli si attribuiscono i fatti determinati di essere stato nominato rettore dell'Università di Messina dagli inglesi, in compenso di servizi loro prestati durante la guerra e di avere incoraggiato Tito ad osare ed a farsi avanti per richiedere la sovranità su Trieste, compiendo così « il gesto del lenone, che invita con una strizzata d'occhio il giovinastro avvinazzato ad essere più audace con la verginella indecisa; tanto si prostituirà! ».

Ravvisandosi nel contenuto dell'articolo scritto dall'onorevole Almirante gli estremi del reato di diffamazione aggravata, chiedo la prescritta autorizzazione a procedere a suo carico.

*Il Procuratore della Repubblica
SIGURANI,*

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. II
N. 400-A

RELAZIONE DELLA GIUNTA
PER LE AUTORIZZAZIONI A PROCEDERE
(RELATORE SCALFARO)

SULLA

DOMANDA DI AUTORIZZAZIONE A PROCEDERE IN GIUDIZIO

CONTRO IL DEPUTATO

ALMIRANTE

PER IL REATO DI CUI AGLI ARTICOLI 595 DEL CODICE PENALE E 13 DELLA LEGGE
8 FEBBRAIO 1948, N. 47 (DIFFAMAZIONE AGGRAVATA)

TRASMESSA DAL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
(ZOLI)

Annunziata il 13 febbraio 1952

Presentata alla Presidenza il 28 marzo 1952

ONOREVOLI COLLEGGHI! — Il 29 novembre 1951 l'onorevole Gaetano Martino querelava l'onorevole Giorgio Almirante quale autore di un articolo dal titolo « Accordo De Gasperi-Tito » pubblicato nel settimanale *Il Meridiano d'Italia*, n. 40, del 14 ottobre 1951, lamentandosi soprattutto delle seguenti frasi:

1°) sarà sufficiente dire che egli fu fatto Rettore dell'Università di Messina dagli Inglesi a compenso dei servizi loro prestati durante la guerra;

2°) un deputato incoraggia Tito ad osare, sollecita il foibatore Tito a farsi avanti, un deputato compie il gesto del leone... ecc.

L'onorevole Martino concedeva facoltà di prova.

La Giunta si è espressa in senso favorevole alla richiesta autorizzazione: e ciò anche solo riferendosi alla prima frase per la quale si è querelato l'onorevole Martino.

Infatti la seconda frase, che pure non può non considerarsi profondamente ingiuriosa nel contenuto e nella forma decisamente volgare, potrebbe da alcuno ritenersi espressione di polemica politica anche se accesa, anche se ben lontana dal dovere di reciproco rispetto senza del quale la polemica diventa faziosità e la critica dell'altrui pensiero, offesa indiscriminata.

Questa peraltro non potrebbe essere che valutazione esclusivamente politica delle frasi scritte nell'articolo incriminato, poiché è parere del relatore, che dal punto di vista giuridico le frasi medesime costituiscono reato: e ciò sia per il contenuto che per la forma che giunge ad additare l'onorevole Martino al disprezzo di tutti: « Sicilia generosa, ricordati questo nome! Trieste, segnati a fuoco nella memoria questo nome! Italiani, non dimenticate questo nome! ».

Ma l'affermare che gli inglesi hanno nominato l'onorevole Martino rettore dell'università di Messina, in compenso dei servizi loro prestati durante la guerra, è espressione

di contenuto diffamatorio gravissimo. Si vuole cioè presentare l'onorevole Martino, come un traditore, come un prezzolato dallo straniero, come un profittatore; l'accusa è infamante e colpisce un uomo in quanto ha di più sacro: il suo onore e la sua fedeltà dinanzi alla Patria.

La Giunta ritiene che colui che tale accusa ha lanciato debba trovare libera la via per provare quanto ha affermato, o per subire le conseguenze di accuse diffamatorie e mendaci.

Per questo si chiede alla Camera che conceda la richiesta autorizzazione.

SCALFARO, *Relatore.*

Questa peraltro non potrebbe essere che valutazione esclusivamente politica delle frasi scritte nell'articolo incriminato, poiché è parere del relatore, che dal punto di vista giuridico le frasi medesime costituiscono reato: e ciò sia per il contenuto che per la forma che giunge ad additare l'onorevole Martino al disprezzo di tutti: « Sicilia generosa, ricordati questo nome! Trieste, segnati a fuoco nella memoria questo nome! Italiani, non dimenticate questo nome! ».

Ma l'affermare che gli inglesi hanno nominato l'onorevole Martino rettore dell'università di Messina, in compenso dei servizi loro prestati durante la guerra, è espressione

di contenuto diffamatorio gravissimo. Si vuole cioè presentare l'onorevole Martino, come un traditore, come un prezzolato dallo straniero, come un profittatore; l'accusa è infamante e colpisce un uomo in quanto ha di più sacro: il suo onore e la sua fedeltà dinanzi alla Patria.

La Giunta ritiene che colui che tale accusa ha lanciato debba trovare libera la via per provare quanto ha affermato, o per subire le conseguenze di accuse diffamatorie e mendaci.

Per questo si chiede alla Camera che conceda la richiesta autorizzazione.

SCALFARO, *Relatore.*

COVELLI. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

COVELLI. Non credo che possa essere quello dell'onorevole Martino un emendamento da inserire nel mio ordine del giorno. L'onorevole Martino può presentare un altro ordine del giorno perché « si ponga a base di ogni eventuale trattativa diplomatica » il diritto acquisito dall'Italia dalla dichiarazione tripartita. È un po' la tesi enunciata qui da Governo, perché l'onorevole De Gasperi, non rifiuta di mettere a base di ogni eventuale trattativa il diritto acquisito dall'Italia con la dichiarazione tripartita. Lo spirito del nostro ordine del giorno è un po' diverso.

MARTINO GAETANO. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

MARTINO GAETANO. Avrei voluto dare brevissimamente ragione del mio emendamento. Ritengo però che ormai ciò possa essere superfluo; e piuttosto vorrei limitarmi ad invitare l'onorevole Covelli ad emendare lui il suo ordine del giorno. Infatti mentre l'ordine del giorno Covelli, così come è redatto, non sembra escludere la possibilità di trattative diplomatiche, invece, con la dichiarazione che egli ha testè fatto, rifiutandosi di accogliere il mio emendamento, egli ha praticamente dichiarato di voler appunto escludere la possibilità di trattative dirette fra l'Italia e la Jugoslavia. Appunto per questo io penso che, per maggiore chiarezza, dovrebbe egli stesso emendare in questo senso il suo ordine del giorno. Se l'onorevole Covelli rifiuta di emendare il suo ordine del giorno, insisterò sul mio emendamento e mi permetterò di dire con solo qualche parola le ragioni che lo giustificano.

COVELLI. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

COVELLI. L'onorevole Martino, evidentemente in buona fede, non vuole intendere che il suo emendamento non è la stessa cosa del mio.

MARTINO GAETANO. Lo so che non è la stessa cosa.

COVELLI. Ed allora lo dica.

MARTINO GAETANO. È quello che mi propongo di dire successivamente.

COVELLI. Il che significa, onorevoli colleghi, che noi non escludiamo affatto trattative, anche dirette, che non possano però comunque, aggiungiamo noi, riporre in discussione il riconoscimento e il diritto acquisito per effetto della dichiarazione tripartita.

Per chiarire ulteriormente eventuali perplessità dell'onorevole Martino, aggiungiamo che, quando egli afferma che sarebbe necessario che io emendassi il mio ordine del giorno, è evidente che vuole che io aderisca alla sua tesi, che non è la mia, considerando io questo diritto pregiudiziale (cioè non alla base) e, quindi esclusivo di lesioni che possono derivare da trattative dirette. Noi non intendiamo in nessun caso - e chiediamo scusa alla Camera - di venir meno a questo dovere di reclamare in ogni occasione (ed è la forza che vogliamo dare al governo del nostro paese) un riconoscimento, un diritto acquisito in un momento delicato della vita della nazione, diritto che il Governo ha ampiamente confermato di aver acquisito innanzi al corpo elettorale e innanzi al paese.

Quindi lo spirito dell'emendamento Martino è assolutamente difforme da quello che è nel mio ordine del giorno. *(Applausi alla estrema destra).*

giuochetti parole
Il modo di salire
la sostanza non
non reguere che

MARTINO GAETANO. Chiedo di parlare.
PRESIDENTE. Ne ha facoltà:

MARTINO GAETANO. Onorevoli colleghi, io avevo ben capito, dunque, che lo spirito dell'ordine del giorno dell'onorevole Covelli fosse quello di non escludere trattative dirette o indirette fra l'Italia e la Jugoslavia per la soluzione del problema di Trieste.

Orbene, io ieri mi sono sforzato di dimostrare come, per lo meno a parer mio e dei miei amici liberali, non sia possibile risolvere il problema di Trieste senza trattative con la Jugoslavia. Mi sono sforzato di chiarire come sarebbe follia pensare ancora una volta nonostante tutto quello che abbiamo sperimentato e sofferto, ad atti di forza che potrebbero rappresentare la scintilla di un'altra guerra mondiale. (*Proteste all'estrema destra*).

Oggi, il significato della dichiarazione tripartita, a parer mio, è questo: gli alleati si impegnano solennemente a non riconoscere, ad opporsi a qualsiasi soluzione del problema di Trieste, non accettata liberamente dall'Italia, la quale non rappresenti la integrale restituzione di Trieste e del suo territorio all'Italia.

Noi dobbiamo attenerci a questi limiti. Noi non possiamo considerare la dichiarazione tripartita, piuttosto che come una base per discussioni, un ostacolo alle discussioni. Se noi questo considerassimo, se noi ci lasciasimo trasportare, come parecchi suoi amici hanno fatto assai recentemente, onorevole Covelli, sulle pubbliche piazze, da una insana demagogia richiedendo atti di forza o evocando le immagini degli eroi defunti del passato regime, noi allora tradiremmo l'interesse del nostro paese, tradiremmo Trieste.

Io dunque insisto nel mio emendamento. Desidero che la dichiarazione tripartita sia considerata dal Governo come base per eventuali trattative con la Jugoslavia; ma desidero che la dichiarazione tripartita non escluda, non rappresenti un ostacolo alle trattative con la Jugoslavia, senza le quali, le dico ancora una volta, ritengo in piena coscienza che il problema di Trieste non si risolve, e che non si risolve, soprattutto, a vantaggio dell'Italia. (*Applausi al centro e a destra*).

4

PRESIDENTE. Onorevole Covelli, è esatto che ogni emendamento ad un articolo o ad un ordine del giorno o ad una mozione ne varia più o meno sostanzialmente il senso?

COVELLI. No.

PRESIDENTE. Ella non ha alcuna ragione di dolersi. Vi sono due tesi non concordanti. La chiarezza della posizione reciproca è perfettamente salvaguardata, sia se le due tesi siano rappresentate da due ordini del giorno, sia se lo sono da un ordine del giorno e da un emendamento.

DE GASPERI. *Presidente del Consiglio dei ministri e ministro degli affari esteri.* Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

DE GASPERI. *Presidente del Consiglio dei ministri e ministro degli affari esteri.* Vorrei essere franco in questo momento di grande responsabilità. Il Governo ha l'obbligo di non lasciar mai mettere in contestazione il significato moralmente vincolativo della dichiarazione tripartita. Non l'ha mai fatto e molto meno lo può fare dinanzi alla maestà del Parlamento.

Questa è l'affermazione di principio.

Devo però aggiungere che bisogna tener conto anche delle necessità, dirò così, tattiche. In questo momento in cui viene espresso da noi e da altri il desiderio di risolvere la questione non appena se ne presenterà l'opportunità, non è prudente esprimerci con una formula assoluta e rigida che potrebbe dare l'impressione alla controparte di una nostra pretesa di porre come pregiudiziali, prima di intavolare qualsiasi conversazione, l'accettazione del principio che è nostro e, per fortuna, anche dei nostri alleati. Perciò il Governo crede che risponda maggiormente allo spirito della dichiarazione, alle legittime aspirazioni italiane e, nello stesso tempo, alla opportunità politica e tattica l'ordine del giorno Bartole, che il Governo ha accettato. Questo ordine del giorno, mentre stabilisce che la risoluzione del problema di Trieste deve avvenire «nello spirito della dichiarazione del 20 marzo 1948», nel contempo salva le esigenze di carattere tattico cui accennavo, esigenze che ci impongono di essere estremamente prudenti così che da una posizione di pretto formalismo non ne derivi danno a quelle che sono le legittime aspirazioni del popolo italiano in ordine a questo estremamente delicato problema.

ROBERTI. Chiedo di parlare.
PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

ROBERTI. Signor Presidente, onorevoli colleghi, io mi rendo conto della pespietà del Presidente del Consiglio in questa contingenza, ma devo dichiarare che l'ordine del giorno dell'onorevole Covelli, che noi voteremo, ha, a nostro avviso, un valore di documento interno. Noi stiamo qui esaminando una questione che può avere riflessi di diritto internazionale, ma in effetti, in questo momento, è il popolo italiano che, attraverso il suo Parlamento, esprime al Governo quella che è la propria istanza in relazione al problema di Trieste. Ora qual'è il desiderio del popolo italiano e di tutti noi in questo momento se non che almeno quanto ci è stato riconosciuto dalle potenze alleate non sia più posto in discussione ma venga attuato? Noi auspichiamo che il riconoscimento e l'attuazione di questo diritto possano verificarsi attraverso quelle forme diplomatiche, quelle trattative fra Stati che noi sappiamo sono anche desiderio dei paesi che hanno dato all'Italia il riconoscimento contenuto nella dichiarazione tripartita.

In che cosa noi chiediamo che il Governo faccia vertere queste trattative? Ecco che rispondo all'onorevole Martino: non già nella modifica del riconoscimento del diritto, ma nelle modalità di attuazione di questo diritto, modalità di tempo, modalità di maniera, modalità di, diciamo così, aggiustamenti che possono verificarsi. Ma per che cosa? Per l'attuazione del diritto e non mai per la modifica di questo diritto. Il diritto ci è già stato riconosciuto. È molto laborioso ottenere l'attuazione concreta, è vero, ma è compito sia pur difficilissimo del Governo poter giungere all'attuazione il più possibile vicina al riconoscimento. L'istanza del popolo italiano, espressa al Governo attraverso il Parlamento, è però che non possa in nessun caso porsi in discussione il riconoscimento, che già vi è stato fatto, di questo diritto, ma che debba svolgersi una trattativa soltanto circa le modalità di attuazione di questo diritto.

le forme politiche?
HT Bussa preferisce forme!

||

Martino

55

6

Io ritengo che tutti gli italiani debbano in questo momento serrarsi intorno ai negoziatori dell'Italia - quale che sia il colore di questi negoziatori - per poter raggiungere questo risultato, ma questi negoziatori devono sentire questa volontà inflessibile del popolo italiano, devono anzi esserne sorretti.

È con vivo rincrescimento, onorevole Martino, che io ho sentito quasi uno sforzo di speculazione giuridica da parte di un deputato italiano nel Parlamento italiano (*Rumori al centro e a destra*), per cercare di interpretare la dichiarazione tripartita indebolendone il valore. Sosteniamo tutti quanti compatti il valore assoluto della dichiarazione tripartita, diamo al nostro Governo l'arma per poter dichiarare e dimostrare la volontà del popolo italiano, compatto sulla validità di questa dichiarazione. Non ne mettiamo in dubbio proprio noi la possibilità di attuazione integrale. Poi si svolgeranno i negoziati. I negoziati però si dovranno svolgere, ripeto, circa le modalità di tempo, di modo, di specie dell'attuazione; ma noi chiediamo che il Governo non defletta nel riconoscimento assoluto della dichiarazione. Il riconoscimento esiste, è un documento di diritto internazionale, è una carta solenne, è un impegno assunto nei confronti del popolo italiano. Il documento è stato rilasciato alla vigilia della consultazione elettorale. Il popolo italiano ha votato anche in base a questo documento, cioè al riconoscimento di questo diritto. Ce lo vorranno strappare? Abbiamo subito tante cose: ci troveremo di fronte ad un altro sopruso e ne trarremo le conseguenze; ma non mettiamo in dubbio proprio noi questo nostro diritto, non incoraggiamo il sopruso.

Crediamo di aver il diritto di chiedere ciò al nostro Governo e crediamo di avere diritto al suffragio di tutti in questa nostra istanza.

COVELLI. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

COVELLI. Vorrei pregare l'onorevole Martino dal momento che il suo emendamento modifica sostanzialmente tutto il mio ordine del giorno, di presentare un suo ordine del giorno che allarghi, se mai, il suo concetto. Se non fosse approvato il mio ordine del giorno, io potrei, per una parte dell'ordine del giorno Martino, concordare.

PRESIDENTE. Quale? Le due proposte differiscono fin da ora in modo chiaro: si deve fare del riconoscimento della dichiarazione tripartita una pregiudiziale, oppure si deve ritenerla come base delle trattative? Il significato politico della votazione si sposta dal suo ordine del giorno a questo emendamento, ma evidentemente la chiarezza delle due posizioni non ne soffre.

COVELLI. Io non ho visto mai nessun emendamento che modificasse completamente un ordine del giorno.

PRESIDENTE. A che cosa serve un emendamento? Se aggiuntivo, ad aggiungere un concetto, una norma, un principio che non era nel primitivo articolo o nel primitivo ordine del giorno; se sostitutivo, evidentemente modifica in un certo senso il testo base.

COVELLI. Può modificare una parte, non il tutto!

PRESIDENTE. Ella non ha mai veduto emendamenti sostitutivi o soppressivi di un intero articolo?

COVELLI. Ella ha chiarito qual'è il punto di divergenza fra l'emendamento e il mio ordine del giorno.

Vorrei pregare il Presidente di volere, prima della votazione, se fosse possibile, spiegare ancora una volta questa assoluta diversità.

PRESIDENTE. Mi sembra che l'onorevole Roberti abbia incisivamente spiegato di che cosa si tratti nei due casi.

Pregherei l'onorevole Covelli di considerare che io non sacrifico la limpidezza delle posizioni politiche mettendo ai voti l'emendamento, perché la Camera è invitata appunto a scegliere tra le due posizioni pronunziandosi su quella dell'onorevole Martino.

questo è il pet

7
che non si può
come non si può
un invito accettato

RUSSO PEREZ. Chiedo di parlare per
di chiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

RUSSO PEREZ. Vorrei pregare l'onore-
vole Covelli di non insistere a che il suo ordine
del giorno sia posto in votazione: ma, se egli
insisterà, io voterò a favore, e ne dico le
ragioni.

Se io votassi contro, domani, quando mi
presentassi sulle piazze a parlare a quegli
stessi giovani ai quali parlano i sostenitori
di codesto ordine del giorno, essi direbbero
che io ho tradito la causa di Trieste. Io voglio,
viceversa, andare sulle piazze a dire che,
inceppando l'azione del Governo con tale
scorsoio, tradiremmo gl'interessi del paese e
la stessa causa di Trieste.

FARALLI. L'avete tradita prima! (*Ru-
mori al centro e a destra*).

BETTIOL GIUSEPPE. Siete voi (*Indica
l'estrema sinistra*) che avete tradito la pa-
tria! (*Rumori all'estrema sinistra — Apo-
strofi del deputato Faralli, che è richiamato
dal Presidente*).

PRESIDENTE. Voteremo allora per
primo l'emendamento Martino Gaetano
all'ordine del giorno Covelli.

COVELLI. Chiedo di parlare per dichia-
razione di voto.

8
Il dunque
dallo pro capite
Faralli

9

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

COVELLI. Mi permetto soltanto chiarire agli onorevoli colleghi che l'emendamento Martino, così come è proposto, al mio ordine del giorno, dopo le delucidazioni dell'onorevole Presidente, conferma, e farebbe confermare in una eventuale votazione a favore, che il Parlamento italiano ammette in anticipo la possibilità di modificare il diritto acquisito dalla dichiarazione tripartita del 1948. *(Applausi all'estrema destra — Proteste al centro e a destra).*

La nostra interpretazione dell'emendamento Martino, di porre, cioè, la dichiarazione tripartita « a base di trattative », è che si vuole anticipare una debolezza e menomare, quindi, l'azione dei negoziatori, in conseguenza della possibilità, che la dizione comporta, di modificare un diritto acquisito.

Qui si lanciano parole grosse da una parte e dall'altra; sento il dovere di confermare che non si fa opposizione al Governo nella presentazione del nostro ordine del giorno e nel momento in cui si invoca l'unanimità del Parlamento italiano su una dichiarazione che si vuole non sia menomata né da Tito né dagli alleati.

xy

Può darsi, e lo diciamo all'onorevole De Gasperi, che le trattative non debbono avere quella rigidità, che il nostro ordine del giorno invoca. Ma, a nostro avviso, non riteniamo che si possa fare a meno di insistere che sul problema del Territorio Libero di Trieste gli alleati, se venissero ad una promessa, ad un impegno solenne, come quello del 1948, tradirebbero le aspettative degli italiani, tradirebbero Trieste e tradirebbero, perciò, l'avvenire democratico del nostro paese.

Perciò noi voteremo contro l'emendamento Martino.

NENNI PIETRO. Chiedo di parlare per dichiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

NENNI PIETRO. Signor Presidente, onorevoli colleghi, se la Camera dovesse commettere l'errore di votare un ordine del giorno sulla questione di Trieste, noi ci asterremmo: ci asterremmo sull'ordine del giorno Covelli, perché abbiamo sempre assunto nei confronti della dichiarazione tripartita non soltanto un atteggiamento critico, ma anche di radicale sfiducia sulla sua validità; ci asterremmo sull'emendamento Martino, ammonendo in questo caso la Camera sulla grave responsabilità che essa assumerebbe. La Camera, a mio giudizio, non ha il diritto di porsi, al punto di partenza di un eventuale negoziato internazionale, nella posizione di chi ha già virtualmente ceduto una porzione del territorio italiano.

Sarebbe un errore imperdonabile per il Parlamento se esso desse con un suo voto la impressione agli eventuali negoziatori di parte straniera che su un problema di fondamentale interesse per l'Italia esso autorizza il Governo a cedere. Se la maggioranza vuole assumersi una simile responsabilità, lo faccia; noi non intendiamo in nessuna guisa essere corresponsabili del suo errore. (*Applausi alla estrema sinistra, a sinistra e all'estrema destra*).

CIFALDI. Chiedo di parlare per dichiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

CIFALDI. Onorevoli colleghi, le parole dell'onorevole Nenni non possono che trovar consenzienti tutti quando egli pone la questione in questi termini. Come già ebbi l'onore di dire altra volta in questa Assemblea, per noi liberali la dichiarazione tripartita del marzo 1948 è fondamentale ed è impegnativa.

L'emendamento Martino non vuol già significare cedere terreno, né ammettere la possibilità di recedere dalla validità di quell'impegno; ma chiede che venga posta a base di ogni eventuale trattativa l'esistenza indiscutibile ed irrevocabile della dichiarazione tripartita, la quale indubbiamente impegna gli alleati che l'hanno firmata a rimanerle fedeli nei confronti dell'Italia.

NENNI PIETRO. L'emendamento Martino ammette il contrario.

CIFALDI. Non è così. Io non ritengo di poter essere un interprete autorizzato del suo pensiero e parlo a nome personale; tuttavia, se l'onorevole Martino riterrà di dare chiarimenti alla Camera, li darò. Quando si chiede che il Governo in eventuali trattative ponga a base la dichiarazione tripartita, si vuol dire che quest'ultima deve essere un'affermazione, una garanzia ed una sicurezza per noi; non qualcosa di negoziabile ed alla quale si possa rinunciare, ma qualcosa di cui si chiede l'adempimento.

XXX
non negoziabile
è la sostanza
negoziabile
debito = attuale

Cosicch , quando l'onorevole Martino chiedeva di iniziare delle trattative con la Jugoslavia, non voleva dimostrare altro che questo: che noi italiani non ci irrigidiamo in posizioni preconcepite, n  ci rifiutiamo di aderire a trattative dirette, ma non intendiamo e non possiamo in alcun modo dimenticare l'impegno degli alleati, impegno che per noi   fondamentale.

A questo punto un chiarimento, a mio avviso, si impone da parte di tutti i settori della Camera. Se l'onorevole Nenni ritiene che un emendamento come quello dell'onorevole Martino possa essere pregiudizievole, da tutti gli altri settori della Camera dovrebbe -   questo che vorrei - partire una parola che possa essere di chiarimento e di sostegno per il nostro Governo.

Dopo che tutti i settori della Camera hanno manifestato la necessit  dell'Italia di non veder compromessa la sorte di Trieste,   evidente che da questa Assemblea non pu  venire un voto che comunque possa menomare la forza del Governo che deve trattare. Pertanto - ripeto - mi permetto di chiedere a tutti i settori di questa Assemblea che esprimano il loro punto di vista. Noi liberali chiediamo che il Governo sia rafforzato dal voto della Camera, affinch  in eventuali trattative senta alle sue spalle l'ansito profondo dell'intero popolo che rappresenta, il bisogno unanime del paese che il problema di Trieste sia risolto. Non possiamo permettere che il nostro Governo domani possa essere attaccato all'estero sulla base di un dubbio che possa nascere da un voto non chiaro e non limpido di questa Assemblea.

Con queste modeste parole ritengo di poter chiedere a tutti i settori della Camera di voler confortare il Governo con la propria parola e di fornire chiarimenti sulla portata dell'emendamento Martino. Trieste   legata alla sorte dell'Italia e l'Italia alla sorte di Trieste.

MARTINO GAETANO. Chiedo di parlare.
PRESIDENTE. A quale titolo?

MARTINO GAETANO. Per fatto personale. Mi è stata attribuita una opinione diversa da quella da me espressa.

PRESIDENTE. Sono alquanto perplesso.

MARTINO GAETANO. Signor Presidente, le parole dell'onorevole Nenni mi sembrano abbastanza chiare, e così pure le interruzioni che sono venute da questa parte della Camera (*Indica l'estrema sinistra*), per non dire delle parole, alle quali io avevo attribuito minore importanza, pronunciate dall'onorevole Roberti.

Se ella ritiene che questo non sia l'avermi attribuito opinione diversa da quella da me espressa, rinuncio alla mia richiesta. Tuttavia, io ritengo di avere espresso un'opinione diversa, e penso d'altra parte che la delicatezza dell'argomento non dovrebbe escludere una chiarificazione.

PRESIDENTE. Questa è la ragione. Due motivi mi fanno decidere a concederle la parola e a concedergliela subito: non si tratta di un fatto personale nel senso stretto; si tratta invece di una questione il cui chiarimento può essere utile all'intera Assemblea per un voto di piena coscienza.

MARTINO GAETANO. Io non ho detto, signor Presidente, onorevoli colleghi, che nell'iniziare eventuali trattative con la Jugoslavia per risolvere il problema di Trieste il Governo debba *a priori* rinunciare a qualche cosa, o proporsi di rinunciare a qualche cosa. La rinuncia non è né il punto di arrivo né il punto di partenza. Onorevole Nenni, che cosa ho detto? Qual'è il significato delle mie parole? Ma è banale, ed io mi meraviglio che queste discussioni si facciano, a meno che esse non siano pura speculazione demagogica. Che cosa ho detto? Che cosa dicono le mie parole? Dicono questo: che la dichiarazione tripartita deve essere in ogni caso base della discussione in eventuali trattative. Che cosa dice l'onorevole Covelli? L'onorevole Covelli dice che la dichiarazione tripartita non si deve riporre in discussione.

Il non riporre in discussione che cosa vuol dire se non negare la volontà di trattare?

La differenza fra l'onorevole Covelli e me è questa: che mentre egli dice, senza sembrare di volerlo dire, che non si deve trattare, io dico che si deve trattare. Ma non nego la validità della dichiarazione tripartita, non nego che noi dobbiamo a quella dichiarazione tripartita attenerci nelle nostre trattative. Anzi le mie parole lo confermano. Noi dobbiamo considerare la dichiarazione tripartita come la base delle nostre trattative e quella soluzione richiedere alla Jugoslavia; ma non dobbiamo escludere le trattative. Perché escludere le trattative significa non voler risolvere il problema di Trieste.

Se qualcuno vuole assumersi la sua responsabilità chiaramente, a cuore aperto, lo dica allora: noi non vogliamo risolvere il problema di Trieste, vogliamo rimandarlo. Io penso che rimandarlo sia un grave errore, anche perché il tempo forse non lavora per noi. Dico dunque che noi dobbiamo cercare di risolvere il problema di Trieste, e dobbiamo cercare di risolverlo, al più presto, sulla base della dichiarazione tripartita.

Questo è il significato del mio emendamento.



~~XXXXXXXXXX~~

15

PAJETTA GIAN CARLO. Chiedo di parlare per dichiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

PAJETTA GIAN CARLO. Noi ci asterremo dal voto, sia sull'emendamento Martino sia sull'ordine del giorno Covelli, perché abbiamo sempre considerato la dichiarazione tripartita come un documento diplomatico non valido a sostenere i diritti dell'Italia su Trieste, a difendere l'italianità di Trieste. Abbiamo considerato la dichiarazione tripartita, quando è stata fatta, come una sorta di truffa elettorale. Crediamo che in parte gli avvenimenti ci abbiano dato ragione. E l'abbiamo sempre considerata e la consideriamo ancora come un elemento che tende non a risolvere la questione di Trieste, ma a portare in questa zona degli elementi di maggiore attrito e a fare della città di Trieste, del Territorio Libero di Trieste, oggetto di disputa internazionale.

La nostra posizione è stata ed è chiara, ed è quella dell'applicazione del trattato di pace, vale a dire di fare tutto ciò che è possibile perché al più presto - e il Governo italiano avrebbe potuto fare qualcosa anche ieri - dal Territorio Libero di Trieste vadano via le truppe americane e inglesi e dalla zona B vadano via le truppe jugoslave (*Commenti al centro e a destra*), che compiono un'opera di snazionalizzazione e di terrore contro le popolazioni di quel territorio. (*Interruzioni al centro e a destra*).

Noi pensiamo che l'applicazione del trattato di pace, vale a dire il diritto per i cittadini del Territorio Libero di Trieste di darsi un'assemblea, delle leggi, di governarsi da soli, senza la presenza di truppe americane, inglesi e jugoslave, rappresenti oggi, nella situazione attuale, la possibilità di difendere i diritti della nazionalità italiana e la tradizione italiana di Trieste. Voi stessi riconoscete che la maggioranza di questa assemblea sarà italiana, che gli italiani in quest'ambito potranno difendere la loro cultura, la loro posizione.

È stato detto testè, da un collega di parte avversa alla nostra, che il tempo lavora contro di noi. Il tempo lavora contro di noi, perché in questo momento si compie, nella città di Trieste, non soltanto nella zona B, un'opera di corruzione, di snazionalizzazione, un'opera che è stata denunciata e condannata dallo stesso sindaco democristiano di Trieste.

Per questo noi pensiamo che la realizzazione del trattato di pace oggi è l'unica possibilità per difendere i diritti nazionali dell'intero Territorio Libero; d'altra parte, garantisce che Trieste sia un centro di pace, perché si dimentica - e si finge di dimenticare - che l'oggetto delle trattative non sarà neppure la spartizione fra l'Italia e la Jugoslavia del Territorio Libero, ma la spartizione fra la Jugoslavia, che terrà la zona B, e prenderà forse - come spera - i villaggi sloveni della zona A, e gli americani, che intendono rimanere a Trieste come base militare.

Noi poniamo, quindi, l'applicazione del trattato di pace come un elemento non soltanto di difesa dei diritti nazionali e civili di queste popolazioni, ma come un elemento che garantisce che non vi sia una base militare e un centro di guerra in questa città.

Noi crediamo, d'altra parte, che questa soluzione lasci impregiudicati i diritti e le rivendicazioni nazionali, lasci impregiudicata la determinazione del destino del Territorio Libero secondo la volontà che può essere espressa dai suoi cittadini. Per cui, noi pensiamo che oggi questa soluzione offra possibilità dal punto di vista nazionale, dal punto di vista del diritto di queste popolazioni, dal punto di vista della pace.

Noi vogliamo significare con la nostra astensione che consideriamo un pericolo grave le trattative che stanno per essere intraprese con spirito di capitolazione da parte del Governo (*Vive proteste al centro e a destra*): un pericolo che sarà ancora aggravato da un voto della maggioranza, che dica già al Governo di concedere. E non capirei poi come le spiegazioni dell'onorevole Martino possano

aver indebolito questo pericolo, quando, dopo aver detto che bisogna trattare, e quindi concedere, si affretta anche ad aggiungere: « Ricordatevi che dovete concedere subito e in fretta, perché il tempo lavora contro di noi ». Per cui, l'onorevole Martino - e chi votasse per lui - direbbe agli jugoslavi non soltanto che il Governo italiano è disposto a fare concessioni, ma che le vuole fare in fretta, perché, se essi tarderanno nelle trattative, non avranno che da guadagnarci ancora. (*Vive proteste al centro e a destra*).

Noi riteniamo che il Territorio Libero di Trieste è stato configurato nel trattato di pace già a danno della città. Voi ricordate che il Governo italiano, del quale noi facevamo parte, chiese, quando si discusse del trattato di pace, che se il Territorio Libero di Trieste poteva essere costituito, esso doveva essere più vasto di quello che è attualmente. Oggi una limitazione sarebbe una cosa esiziale non solo per i diritti di quelle popolazioni, ma per la loro vita economica. Oggi una capitolazione secondo la cosiddetta linea etnica significherebbe portare le truppe di Tito ad un chilometro dal porto di Trieste, significherebbe, in una zona mista, in una zona dove l'intreccio tra sloveni ed italiani è tale, che è difficilissimo distinguere le zone di prevalenza dell'uno o dell'altro gruppo etnico, rendere impossibile la vita di Trieste.

D'altra parte, oggi una trattativa con la Jugoslavia, che desse, sia pure secondo il principio etnico, quei villaggi alla Jugoslavia, sarebbe contro il diritto delle stesse popolazioni slovene. Io voglio qui salutare gli sloveni di Trieste, minacciati di essere consegnati alla Jugoslavia, i quali nelle elezioni passate hanno votato contro Tito: soltanto una piccola, una infima minoranza...

PRESIDENTE. Onorevole Pajetta, si attenga alla dichiarazione di voto.

PAJETTA GIANCARLO. ...malgrado i tentativi di corruzione, ha votato per Tito. E il baratto li consegnerebbe alla banda di Belgrado. Ecco perché noi deprechiamo che con questo spirito si intraprendano trattative, denunciando il tentativo del Governo italiano di tagliare in due la zona A. Ecco perché noi ci asteniamo da questo voto. (*Applausi alla estrema sinistra — Proteste al centro e a destra*).

CHIOSTERGI. Chiedo di parlare per dichiarazione di voto.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

CHIOSTERGI. È stato chiesto, durante questa discussione, che ogni gruppo della Camera dica chiaramente il proprio pensiero in merito alla questione di Trieste. Non è certo il gruppo repubblicano che può esimersi da questo preciso dovere.

Mi sia permesso, onorevole Presidente ed onorevoli colleghi, di dire con molta chiarezza che noi avremmo desiderato che si evitasse una discussione di questo genere, perché a forza di cercare di interpretare il pensiero degli altri si finisce con l'alterarlo.

Io in coscienza avrei votato l'emendamento dell'onorevole Martino, perché non mi è passato neppure per la mente che l'onorevole Martino potesse rinnegare, sia pure in forma attenuata, la solennità della dichiarazione tripartita, che noi non possiamo mettere in discussione. Ma se esaminiamo obiettivamente la situazione odierna dobbiamo convincerci che attualmente la dichiarazione tripartita è inoperante, perché l'altra parte non è disposta a metterla in atto. Ma anche senza farci soverchie illusioni, dobbiamo ammettere la possibilità di dover trotolare, riaffermando solennemente che la dichiarazione tripartita è intangibile. Riteniamo perciò opportuno, nel momento attuale, lasciare al Governo la possibilità di iniziare le necessarie trattative.

Ripetere continuamente che la dichiarazione tripartita basta a salvaguardare il nostro diritto, mentre non ha nessuna possibilità di pratica attuazione in questo momento, non corrisponde certamente all'interesse del nostro paese. Riaffermato, dunque, il principio... *(Interruzione del deputato Nenni Pietro)*.

Un momento, caro onorevole Nenni: essa è intangibile come espressione di diritto, diritto che è stato riconosciuto appunto dagli alleati con questa dichiarazione tripartita; ma è evidente, d'altra parte, che questa dichiarazione è diventata un po' come un uovo svuotato del suo contenuto: se dobbiamo tentare di realizzarla in qualche modo.

Ecco perché noi non siamo contrari alla iniziativa eventuale del Governo di trattare con Tito. Detto questo, ripetiamo ancora una volta e riaffermiamo che Trieste non può essere barattata con qualsiasi altra condizione o offerta che ci venisse dalla parte opposta, perché siamo convinti che non faremmo opera conforme al desiderio dell'immensa maggioranza del popolo italiano.

Pur non escludendo eventuali trattative, le quali possono anche fallire, dobbiamo dire che non abbiamo alcuna fiducia particolare nel maresciallo Tito e nel suo governo. Ripeto: questo non esclude che il nostro Governo possa eventualmente trattare per riaffermare il suo diritto e per vedere se sia veramente utile tentare ancora una volta di fare quello che voi stessi avete tentato di fare senza riuscirvi.

Per quanto riguarda l'onorevole Covelli e i suoi amici, mi sia permesso di dire che la posizione da loro assunta e la loro intransigenza avrebbero avuto valore se da quella parte si fosse sempre difeso l'interesse d'Italia a proposito di Trieste: ma poiché tutti sanno che è proprio da quella parte che è venuto il male di cui soffriamo, mi pare che l'onorevole Covelli e i suoi amici siano i meno adatti per fare quella proposta demagogica, che toglie ogni possibilità al nostro Governo di tentare di dare valore pratico, attuale, alla dichiarazione tripartita.

LATANZA. Chiedo di parlare per una proposta sospensiva.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

LATANZA. Data l'eccezionale importanza e la gravità del problema ora in discussione e sul quale fra poco dovremo votare, chiedo alla cortesia dell'onorevole Presidente se non ritenga di sospendere la seduta per un quarto d'ora per dar modo ai gruppi parlamentari ed ai singoli deputati di scambiare delle idee per tentare di trovare la possibilità di una soluzione diversa da quella prospettata negli ordini del giorno presentati sull'argomento.

Faccio quindi la proposta formale di sospensione della seduta, o di rinvio a domani, come mi suggeriscono alcuni colleghi.

VIGORELLI. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

VIGORELLI. Intendo anch'io fare una proposta concreta: propongo che sia chiesto ai presentatori dell'ordine del giorno e dell'emendamento che li ritirino, perché su questa questione mi pare assolutamente inopportuno prolungare la discussione. Penso che sarebbe opportuno che la Camera si affidasse su questo punto al Governo. (*Commenti all'estrema sinistra*). Non vi domando un voto di fiducia! Chiedo soltanto che si attenda che il Governo, quando ritenga opportuno iniziare trattative, lo faccia e ponga la questione in quel momento dinanzi alla Camera. Ma in questo momento, prolungare la discussione direi che sia fuori luogo e che non possa portare alcun elemento positivo, ma nuocere soltanto alla soluzione della questione che sta a cuore a tutto il Parlamento. (*Vivi applausi a sinistra, al centro e a destra*).

PRESIDENTE. Onorevole Vigorelli, la sua proposta sarà vagliata dai presentatori dell'ordine del giorno e dell'emendamento; mi permetto però di farle osservare che il suo invito avrebbe avuto efficacia e portata politica ben maggiore, se fosse stato avanzato prima della discussione che da quasi un'ora si svolge su questo problema. Comunque, poiché ella rivolge un invito formale, è necessario che i presentatori si pronuncino. (*Proteste all'estrema sinistra*).

Onorevoli colleghi, dell'estrema sinistra, riconosco che, in conformità ad una interpretazione di una norma del regolamento già richiamata alcune ore addietro, quando si è in votazione non è ammissibile il ritiro del documento sul quale si vota o la proposta di rinvio. Sotto questo aspetto, la tesi della inammissibilità delle proposte Vigorelli e Lanza potrebbe avere un certo fondamento.

Ma io faccio osservare alla Camera che sull'ordine del giorno Covelli e sull'emendamento Martino v'è stato assai di più che un semplice susseguirsi di dichiarazioni di voto: data la gravità politica dell'argomento, si è aperta una vera e propria discussione.

Ciò è comprovato dal fatto che sia l'onorevole Martino, sia l'onorevole Covelli sono intervenuti nel dibattito più di una volta, per fornire alla Camera chiarimenti richiesti.

Ritengo, pertanto, che nella presente fase della discussione le proposte Vigorelli e Lanza siano ammissibili. (*Proteste all'estrema sinistra*).

Onorevole Covelli, ella accoglie la proposta dell'onorevole Vigorelli?

COVELLI. Non posso aderirvi, signor Presidente.

PRESIDENTE. Rimane, allora la proposta Lanza, di sospensione della seduta per un quarto d'ora o per venti minuti al massimo.

PAJETTA GIAN CARLO. Chiedo di parlare per un richiamo al regolamento.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

PAJETTA GIAN CARLO. Signor Presidente, noi già una volta nel corso di questa seduta ci siamo rimessi alle sue decisioni e abbiamo lasciato a lei ogni responsabilità in materia di applicazione del regolamento. Credo che faremo la stessa cosa anche in questo caso. Ad ogni modo, non sentiamo in questo momento di assumerci la responsabilità di accettare senza riserve l'opinione che non siamo nel corso di una votazione. Era già stato detto che si sarebbe votato subito, ed era stata data la parola per dichiarazione di voto: riteniamo pertanto inopportuno, insolito e non consentito che si sospenda per un quarto d'ora la seduta. Se il Presidente, poi, si assume di dirci che quello che è stato fino adesso non è più e non siamo in votazione, può naturalmente decidere di sospendere la seduta.

PRESIDENTE. Onorevole Pajetta, ho già detto che, in realtà, se ha fondamento la sua osservazione, non è tuttavia ingiustificabile quanto mi accingevo a fare: sta di fatto che vi è stata una vera e propria discussione dell'emendamento. Basta ricordare che l'onorevole Martino prima non ha chiesto di illustrare il suo emendamento, e dopo, in seguito ad alcuni interventi, mi ha chiesto, come era suo diritto, di illustrarlo. Comunque, se ella insiste, nel suo punto di vista, non ho che da appellarmi alla Camera.

CODACCI PISANELLI. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

CODACCI PISANELLI. Signor Presidente, in appoggio alla sua tesi, osservo che, in fondo, noi non avevamo deciso nemmeno se fosse il caso di votare prima l'emendamento Martino o l'ordine del giorno Covelli.

PRESIDENTE. Questo non è esatto, perché dobbiamo votare prima l'emendamento e poi l'ordine del giorno.

CODACCI PISANELLI. Mi permetto richiamare, signor Presidente, l'articolo 130, primo comma, del regolamento il quale dice: «Se l'emendamento è sostitutivo, si pone prima ai voti l'inciso che l'emendamento tende a sostituire; se l'inciso è mantenuto, l'emendamento cade; se è soppresso, si pone ai voti l'emendamento». E allora, siccome la questione della priorità nella votazione restava ancora indecisa, non si può parlare di sospensione nel corso di una votazione.

PRESIDENTE. Onorevoli colleghi, per essere chiaro, e per dissipare ogni dubbio sulla piena linearità dell'atteggiamento della Presidenza ricordo le fasi salienti della discussione che ha immediatamente preceduto le proposte Vigorelli e Latanza.

Dopo di aver affermato che, dei due ordini del giorno che riguardano la questione di Trieste, si doveva votare per primo quello dell'onorevole Covelli, ho avvertito la Camera che all'ordine del giorno Covelli era stato presentato un emendamento dall'onorevole Martino Gaetano. Ho chiesto, quindi, all'onorevole Covelli se accettasse l'emendamento; l'onorevole Covelli ha dichiarato di non accettarlo, aggiungendo che non credeva che la proposta Martino potesse essere considerata un emendamento al suo ordine del giorno. Allora l'onorevole Martino ha chiesto di parlare per chiarire le ragioni del suo emendamento. Ha chiesto di parlare, poi, di nuovo l'onorevole Covelli, il quale ha ancora discusso del significato dell'emendamento. Successivamente l'onorevole Martino Gaetano ha chiesto ancora, di replicare all'onorevole Covelli. Esaurito questa specie di colloquio per chiarimenti l'onorevole presidente del Consiglio ha esposto il pensiero del Governo. Allora ha chiesto di parlare, l'onorevole Roberti, il quale ha parlato non per dichiarazione di voto.

Onorevoli colleghi, non mi pare sia negabile che questa è una discussione. (*Interruzioni all'estrema sinistra*).

ALICATA. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

ALICATA. Vorrei pregare la cortesia dell'onorevole Presidente di continuare a richiamarci alla memoria le fasi successive della discussione, perché mi pare di ricordare che ella, onorevole Presidente, ad un certo momento ha detto: « Passiamo dunque alla votazione... », e a questo punto sono incominciate le dichiarazioni di voto degli onorevoli Pietro Nenni, Gian Carlo Pajetta e Chiostergi, che si sono pronunciati con chiarezza e sull'emendamento e sull'ordine del giorno Covelli.

PRESIDENTE. Onorevole Alicata, per convincerla del carattere incerto della discussione, basterebbe citare le prime parole dell'intervento dell'onorevole Nenni, che sono le seguenti: « Signor Presidente onorevoli colleghi, se la Camera dovesse commettere l'errore di votare un ordine del giorno... »; evidentemente, se si fosse stati già in sede di votazione, l'ipotesi del collega Nenni sarebbe stata fuori luogo. *(Interruzione del deputato Paletta Giuliano).*

Onorevole Giuliano Pajetta, io faccio appello alla sua elementare intelligenza: se si è in votazione, non ha senso una frase come quella pronunciata dall'onorevole Nenni. *(Commenti all'estrema sinistra).*

PAJETTA GIULIANO. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

PAJETTA GIULIANO. Onorevole Presidente, giacché ella ha fatto appello alla mia elementare intelligenza, mi permetta di precisare che io non pretendo di avere una intelligenza molto elevata...

PRESIDENTE. Intendevo soltanto dire che si tratta di una questione di senso comune.

PAJETTA GIULIANO. Apprezzo molto quell'aggettivo, signor Presidente, ma le voglio soltanto dire che, pur disponendo di un'intelligenza elementare, dispongo però di un buon udito: ero proprio a fianco dell'oratore che parlava in sede di dichiarazione di voto per il mio gruppo, quando ella, per due volte, lo ha richiamato alla brevità, dicendo che si trattava di una dichiarazione di voto. Due volte, ripeto, e non dico altro. Del resto noi ci rimettiamo alle sue decisioni.

PRESIDENTE. Ho già detto che la posizione deve essere considerata come incerta. Appunto per tale motivo non si può, con una interpretazione rigorosa del regolamento, dichiarare inammissibile una proposta sospensiva.

Pongo in votazione la proposta Latanza di sospensione della seduta.

(È approvata).

(La seduta sospesa alle 21,45, è ripresa alle 22,20).

PRESIDENTE. Devo ora porre in votazione l'emendamento Martino Gaetano all'ordine del giorno Covelli.

COVELLI. Chiedo di parlare per un richiamo al regolamento.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

COVELLI. Vorrei pregare il Presidente di tener presente l'articolo 128, secondo comma, del regolamento, nel quale si dice che gli ordini del giorno puri e semplici e gli ordini del giorno motivati possono essere solo messi ai voti, senza avere la precedenza sulle mozioni. Vorrei sapere come un ordine del giorno possa avere un emendamento, se questo altera sostanzialmente lo spirito e il significato dell'ordine del giorno.

PRESIDENTE. Onorevole Covelli, l'articolo 128 disciplina il modo di presentare e di votare gli ordini del giorno in sede di discussione di mozioni. La disposizione che ella ha citato significa solo che in sede di mozione non possono essere svolti ordini del giorno: deve essere svolta solo la mozione. L'ordine del giorno puro e semplice e l'ordine del giorno motivato, vale a dire qualunque tipo di ordine del giorno presentato in sede di discussione di mozione, possono essere messi soltanto ai voti, cioè non possono essere svolti, e sono votati dopo la mozione stessa.

Quindi non è il caso di parlare dell'articolo 128.

Si potrebbe piuttosto richiamare l'articolo 130, dove si stabilisce che, per le mozioni, se l'emendamento è sostitutivo, si pone prima ai voti l'inciso che l'emendamento tende a sostituire. Ma anche questa disposizione vale esclusivamente tra le mozioni, e costituisce una deroga alla disciplina generale che regola la presentazione, la discussione e la votazione degli emendamenti ai disegni di legge e ad ogni altra proposta per la quale non siano espressamente previste norme procedurali particolari. Quanto all'ordine delle votazioni la regola generale vuole come la Camera sa, che abbiano la precedenza gli emendamenti, a cominciare da quello più lontano dal testo base, posto in votazione per ultimo.

DE GASPERI, *Presidente del Consiglio dei ministri e ministro degli affari esteri.* Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

DE GASPERI, *Presidente del Consiglio dei ministri e ministro degli affari esteri*. Durante la sospensione della seduta ho esaminato attentamente gli impegni che il Governo assumerebbe in base all'ordine del giorno, specialmente con l'emendamento proposto.

- Il Governo respinge l'interpretazione dell'emendamento Martino, che induce l'onorevole Covelli a non accettarlo.

Il Governo dichiara di dare la seguente interpretazione: primo, riaffermazione del significato moralmente e politicamente vincolativo per gli alleati della dichiarazione tripartita del marzo 1948; secondo, impegno per il Governo di farla valere in eventuali trattative diplomatiche a pieno soddisfacimento delle legittime aspirazioni del popolo italiano.

Con ciò, mi richiamo e mi riaggancio anche alle dichiarazioni fatte a Washington e quindi alle mie precedenti dichiarazioni, cui si riferisce nel commentare l'emendamento.

Prego la Camera di voler prender atto di questa interpretazione, che è contemporaneamente impegno di Governo, e di votare per l'emendamento Martino.

PRESIDENTE. Pongo in votazione l'emendamento Martino Gaetano, che tende a sostituire nell'ordine del giorno Covelli, alle parole « in qualsiasi eventuale trattativa diplomatica a non fare riporre in discussione il pieno diritto » le seguenti altre: « a porre a base di qualsiasi eventuale trattativa diplomatica il pieno diritto ».

(È approvato).

L'ordine del giorno Covelli risulta, quindi; approvato nel testo seguente:

« La Camera, udite le dichiarazioni del Presidente del Consiglio, impegna il Governo a porre a base di qualsiasi eventuale trattativa diplomatica il pieno diritto riconosciuto all'Italia dalla dichiarazione tripartita del 2 marzo 1948 sull'intero Territorio Libero triestino ».

COVELLI. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

farla valere
picco
↓
che a nessuno
si pone a
base!

COVELLI. Noi dichiariamo di ritirare la nostra firma da questo ordine del giorno, perché non ci sentiamo di sottoscrivere un ordine del giorno, che modifica sostanzialmente lo spirito di quello dell'ordine del giorno da noi presentato.

Faccia proprio l'onorevole Martino l'ordine del giorno testè votato.

PRESIDENTE. È evidente che questo non è più il suo ordine del giorno, ma è quello che ha votato la Camera.

COVELLI. Con questa dichiarazione, se mi è consentito, ella, signor Presidente, mi da atto della bontà della tesi che abbiamo sostenuto fin qui e cioè che l'emendamento Martino sostituisce integralmente il mio ordine del giorno. Dichiaro pertanto, anche a nome degli altri firmatari, di ritirare le firme opposte all'ordine del giorno. *(Commenti)*.

ROBERTI. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

29
2

ROBERTI. Tengo a dichiarare che nessuna firma del nostro gruppo può rimanere apposta a un ordine del giorno che capovolge nettamente la posizione di affermazione dell'italianità di Trieste. (*Vivissime proteste al centro e a destra*). Debbo aggiungere che le dichiarazioni testè fatte dall'onorevole Presidente del Consiglio per sostenere la frase « pone a base » invece dell'altra « non porre in discussione », riaffermano e riconfermano tutta la nostra perplessità circa la vera entità delle negoziazioni di Washington. (*Rumori e proteste al centro e a destra*).

PRESIDENTE. Rimane l'ordine del giorno Bartole, accettato dal Governo.

Onorevole Bartole, insiste a che sia posto in votazione?

BARTOLE. Non insisto. (*Commenti — Scambi di apostrofi fra l'estrema destra e il centro*).

PRESIDENTE. Onorevoli colleghi, vi prego di serbare la tranquillità.

LEONE-MARCHESANO. Viva Trieste italiana! (*I deputati del centro e della destra e i membri del Governo si levano in piedi ed applaudono vivamente — Scambio di apostrofi tra i deputati Michelini e Micville e alcuni deputati del centro-destra*).

PRESIDENTE. Onorevoli colleghi, mi pare che da tutte le parti della Camera, dinanzi ad un argomento di questo genere, non dovrebbe essere considerato conveniente questo scambio di apostrofi. Capisco la passionalità del momento, ma invito, proprio nell'interesse della grande questione che tutti ci appassiona, a conservare un contegno degno della questione stessa. (*Vivi applausi al centro e a destra*). Questa preghiera è rivolta a tutti i settori della Camera e non soltanto ad una parte.

DISCUSSIONI — SEDUTA POMERIDIANA DEL 9 OTTOBRE 1951

DCCLIX.

SEDUTA POMERIDIANA DI MARTEDÌ 9 OTTOBRE 1951

PRESIDENZA DEL VICEPRESIDENTE LEONE

INDI

DEL VICEPRESIDENTE CHIOSTERGI

INDICE

	PAG.		PAG.
Commemorazione dell'onorevole Fiorenzo Cimenti:		SARAGAT	31161
FERRARESE	31138	MARTINO GAETANO	31170
FORESI	31139	CUCCHI	31175
FINA	31139	Disegno di legge (Discussione):	
POLETTO	31139	Stato di previsione della spesa del Ministero dell'Africa italiana per l'esercizio finanziario 1951-52. (1860)	31180
CECCHERINI	31140	PRESIDENTE	31180
COLITTO	31140	LUPIS	31180
GERMANI	31140	CUTTITTA	31185
RUSSO PEREZ	31141	LATANZA	31187
WALTER	31141	PAOLUCCI	31194
CARPANO MAGLIOLI	31141	Proposte di legge:	
CHIOSTERGI	31141	(Annunzio)	31138
DE GASPERI, <i>Presidente del Consiglio dei ministri</i>	31141	(Trasmissione dal Senato)	31138
PRESIDENTE	31141	Interrogazioni (Annunzio)	31195
Commemorazione dell'ex deputato Luigi Basile:		Risposte scritte ad interrogazioni (Annunzio)	31138
DE CARO RAFFAELE	31142		
MONDOLFO	31143		
PRESIDENTE	31143		
Congedi	31137		
Disegni di legge (Trasmissione dal Senato)	31138		
Disegno di legge (Seguito della discussione):			
Stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'esercizio finanziario 1951-52. (1859)	31143		
PRESIDENTE	31143, 31172, 31173, 31174		
GIANNINI GUGLIELMO	31143		
TOGLIATTI	31148		

La seduta comincia alle 16.

MAZZA, *Segretario*, legge il processo verbale della seduta del 5 ottobre 1951.

(È approvato).

Congedi.

PRESIDENTE. Hanno chiesto congedo i deputati Berti Giuseppe fu Giovanni, Maia, Meda, Moro Francesco, Mussini e Vigo.

(I congedi sono concessi).

DISCUSSIONI—SEDUTA POMERIDIANA DEL 9 OTTOBRE 1951

narie che sono veramente le nemiche della democrazia italiana. (*Applausi a sinistra*).

Ebbene, ecco perché in quest'ora grave per la democrazia e per la pace, noi guardiamo con immensa speranza alle forze della socialdemocrazia europea; ed in fondo, ad esse guardano con una certa speranza anche i comunisti ed i nenniani.

Guardiamo con immensa speranza ai socialisti britannici, che rappresentano la maggioranza del popolo lavoratore di quel paese, e guardiamo con eguale immensa speranza ai socialisti tedeschi, che, in questi giorni hanno dato una prova di realismo politico.

Guardiamo con immensa speranza al nostro paese, non soltanto a quelli che seguono le nostre idee, ma anche a quegli altri lavoratori che un giorno le seguiranno, perché noi sappiamo che la causa vera della crisi che turba il mondo non è la divergenza tra Russia ed America, ma è ben più profonda, ed è la lacerazione che ha spezzato in due la classe operaia, ha spezzato la coscienza proletaria del mondo. Noi crediamo che una unificazione sia possibile solo sulla base della democrazia. Ed il nostro partito pone proprio, come quello più importante del secolo, il problema della unione delle classi lavoratrici sul piano della democrazia. Superata quella lacerazione, tutto il resto sarà risolto.

Quindi, faccio appello a tutti i lavoratori, non soltanto a quelli nostri, ma anche a quelli che oggi seguono il comunismo od il movimento nenniano. E mi rivolgo al Governo perché senta la necessità di cooperare per una distensione internazionale, afferrando tutte le occasioni che si presenteranno, e che dovranno essere anzi create.

Non si tratta di accettare ad occhi chiusi tutte le proposte che possano venire dalla Russia; non chiediamo questo. Sappiamo quanto vi sia di propagandistico in molti atteggiamenti, ma si tratta soprattutto di questo: di non installarsi sulla situazione attuale come si trattasse di una situazione senza via di uscita; di non installarsi nella situazione attuale come in una situazione definitiva. Chiediamo di respingere, in sostanza, il dogma della fatalità della guerra: la guerra non è inevitabile, la guerra si può e si deve evitare, se gli uomini vogliono che si eviti! (*Applausi a sinistra, al centro e a destra*).

Ebbene, io non ho, purtroppo, molta fiducia nella respiscenza dei dirigenti comunisti e nenniani. Ho già rivolto loro un appello nel mio ultimo discorso di politica estera, quando dissi che vera causa della

guerra è la lacerazione della coscienza proletaria, l'identificazione che la Russia fa dei suoi interessi di Stato con gli interessi della classe lavoratrice mondiale. Questo è pericoloso. Dovete dissociare le due cose, perché le lotte di classe non sono conciliabili con la dialettica dello Stato, perché la lotta di classe è per sua stessa essenza ostile allo Stato.

Non ho fiducia, ripeto, nella respiscenza dei dirigenti socialcomunisti ma ho una fiducia immensa nella respiscenza della classe lavoratrice del mio paese; abbiamo immensa fiducia in tutta la classe lavoratrice italiana, anche in quella che non ci segue e che un giorno sarà tutta con noi. E ci batteremo per la classe lavoratrice, perché ci batteremo per salvare l'indipendenza del nostro paese; e sappiamo che non vi è speranza di vita per la nostra patria se non è libera; ci batteremo per salvare la libertà politica, perché noi socialdemocratici siamo profondamente convinti che non sia possibile la giustizia sociale senza la libertà politica. E ci batteremo soprattutto per evitare la guerra e salvare la pace, per salvare, attraverso la pace, l'umanità, la quale ha diritto di vivere: questa umanità cui noi vogliamo evitare, secondo la forte parola di Paul Valéry, che si trasformi «in uno sciame di assurdi insetti attirati invincibilmente dalla fiamma». (*Vivissimi applausi a sinistra, al centro e a destra — Congratulazioni*).

PRESIDENTE. È iscritto a parlare l'onorevole Martino Gaetano. Ne ha facoltà.

MARTINO GAETANO. Onorevoli colleghi, al punto in cui è giunta questa discussione potrei anche rinunciare alla parola, se non fosse per la necessità di far risuonare in questo dibattito anche la voce liberale. Infatti, se pure l'onorevole Guglielmo Giannini ritiene che l'essere oggi liberali sia stare contro la realtà, noi abbiamo invece la ferma convinzione che il liberalismo in Italia rappresenta oggi una realtà concreta come non mai; e pertanto ci sembra sia nostro dovere interpretare, seppure vi riusciremo, il pensiero dei liberali che sono fuori di qui.

Dirò solo alcune pacate parole, farò solo brevi considerazioni e dichiarazioni a nome dei miei amici. Dico subito che noi rileviamo nel viaggio dell'onorevole Presidente del Consiglio alcuni risultati positivi che ci pare onesto sottolineare.

Il primo di questi è quello relativo alla promessa revisione del trattato di pace. Debbo dar atto all'onorevole Pietro Nenni che egli ha detto la verità quando ha affermato di essere un revisionista *ante litteram* («*avant lettre*»),

DISCUSSIONI — SEDUTA POMERIDIANA DEL 9 OTTOBRE 1951

perché appunto quando egli era ministro degli esteri ebbe a rivolgere una nota ai quattro « grandi » con la quale, mentre protestava per l'ingiusto trattato di pace e dichiarava che esso « urta contro la coscienza di tutti gli italiani », per cui quale ministro degli esteri si sentiva costretto a formulare le più espresse riserve, invitava le quattro grandi potenze a consentire già fin d'allora che potesse nel futuro procedersi ad una revisione del trattato di pace. Cioè l'onorevole De Gasperi, in fondo, non ha fatto che navigare sulla scia dell'onorevole Nenni. Ed io sono, francamente, stupefatto che l'onorevole Nenni oggi protesti contro la possibilità di una revisione del nostro trattato di pace!

È onesto riconoscere pure che fra questi revisionisti della prima ora vi furono anche gli Stati Uniti d'America, poiché già nella relazione sul trattato di pace al Senato americano il senatore Vanderberg ebbe esplicitamente a dichiarare che « le clausole criticabili del trattato avrebbero potuto essere oggetto di revisione per iniziativa del Governo italiano ». Quello invece che, coerentemente, fin dal principio si manifestò sempre ostile ad ogni tentativo o possibilità di revisione del nostro trattato, fu il ministro degli affari esteri dell'Unione Sovietica. Infatti, il signor Molotov — se ben ricordo, nel febbraio del 1947 — rispose in modo assai duro ad una nota inviata dal nostro ministro degli esteri ai quattro « grandi ». Egli si esprimeva testualmente così: « Il trattato di pace con l'Italia è giustissimo e non vi è nessuna ragione per cui voi abbiate mai a pensare ad una revisione di esso ».

L'atteggiamento che in questo dibattito hanno tenuto i colleghi di parte comunista, atteggiamento ordinariamente coerente con le direttive della politica internazionale dell'U.R.S.S., ci lascia pensare che a Mosca non si è cambiato di opinione a questo riguardo. Con ciò non voglio dire che anche i comunisti nostrani considerino « giustissimo » il trattato di pace; no, io penso che essi lo considerino altrettanto ingiusto quanto noi lo consideriamo. Ma essi ostacolano e tentano di opporsi e criticano questo procedimento di revisione, che ci è stato promesso, del nostro trattato. Lo criticano, apparentemente almeno, perché lo giudicano non utile o addirittura dannoso.

Ora, io debbo a questo proposito dire chiaramente che per taluni lati io pure sono convinto che la revisione del trattato di pace sia ormai diventata cosa superflua: ad esempio, per quanto riguarda le clausole territoriali e le colonie. Da questo punto di vista,

ripetendo una non propria ma caratteristica espressione del senatore Vanderberg, possiamo dire che il trattato è già stato « consumato ». Esso è già stato eseguito.

Evidentemente, nulla è più possibile fare nemmeno per quella parte della flotta che siamo stati costretti a consegnare alla Russia, e nulla possiamo fare per quelle riparazioni che sono state già pagate. Però, restano alcune altre clausole che possono essere oggetto di revisione. Fra queste, a me sembrano particolarmente importanti, dal punto di vista della sovranità nazionale, le clausole militari. Perché, io non sono niente affatto d'accordo con l'onorevole Nenni, il quale affermava che le limitazioni militari non arrecano nessuna diminuzione alla nostra sovranità. No, esse limitano fortemente la nostra sovranità. Quando ci si impedisce di costruire opere difensive alle nostre frontiere, quando ci si impedisce di costruire navi di un determinato tipo, quando si limita la flotta aerea agli scopi puramente civili, non si limita in questo modo la nostra sovranità? È appunto per questo che io trovo opportuna la revisione del trattato di pace, ed è appunto in questo che io trovo molto degna di elogio l'iniziativa presa dal Presidente del Consiglio. Ciò si dica pure per il risultato che egli ha ottenuto nei riguardi della nostra ammissione all'O.N.U.. Perché quando l'Italia avrà riacquisito in pieno la sua sovranità e non sarà più umiliata da un ingiusto trattato di pace, quando essa potrà inserirsi su un piede di assoluta parità nel concerto delle nazioni, quando potrà far sentire la sua voce nell'organizzazione delle Nazioni Unite, allora potrà essere davvero efficace la sua azione in difesa della pace. Allora veramente l'Italia potrà dire di avere riacquisito tutta la sua autonomia, allora veramente l'Italia avrà riacquisito la fede in se stesso e nel proprio destino.

Di minore importanza, invece, mi sembrano le questioni economiche che sono state trattate, e soprattutto la maniera come esse sono state risolte nel viaggio dell'onorevole Presidente del Consiglio.

Dico però senz'altro che, per quanto riguarda la dichiarazione secondo la quale la comunità atlantica dovrà eliminare tutti gli ostacoli che si frappongono ad una assoluta parità dei membri di essa, noi consideriamo questo un effettivo successo diplomatico del nostro paese, anche se noi non sappiamo ancora esattamente in che modo si cercherà di eliminare questi ostacoli.

E così, per quanto riguarda le famose commesse (che non sono, evidentemente,

DISCUSSIONI — SEDUTA POMERIDIANA DEL 9 OTTOBRE 1951

quelle di cui pareva volesse sognare l'onorevole Giannini in una gustosa vignetta del suo *Uomo qualunque*), noi riteniamo che esse possono essere cosa assai utile per l'economia del nostro paese; ma noi ancora ignoriamo l'entità e la natura di esse. Così come ignoriamo ancora l'entità dell'aiuto economico diretto, anche se l'onorevole Presidente del Consiglio ci ha assicurato che esso è « nettamente soddisfacente ».

Infine, per quanto riguarda il prestito contratto per la Cassa per il Mezzogiorno, io devo onestamente dichiarare che questa non mi sembra un'operazione assai felice, tanto esso è circondato di cautele, di garanzie, di controlli, di clausole, alcune delle quali perfino umilianti per il nostro paese. Perché quando, per esempio, la Banca internazionale pretende — e questo è riconosciuto dal contratto — di esercitare il proprio controllo, non soltanto sulla maniera con cui sono investiti i fondi che essa ci fornisce, ma sulla maniera con cui sono impiegati tutti i fondi della Cassa per il Mezzogiorno, evidentemente si crea una condizione di inferiorità, che è assolutamente umiliante per noi. Si tratta, per ora, soltanto di 10 milioni di dollari, cioè di circa 6 miliardi di lire che vengono dati dalla Banca internazionale alla Cassa per il Mezzogiorno. E per questi 6 miliardi di lire essa pretende di esercitare un controllo sull'impiego che di 120 miliardi viene fatto dalla Cassa per il Mezzogiorno in un anno!

Una parola occorre che io dica per quello che riguarda l'emigrazione. A proposito di questo problema, ho trovato uno spunto assai felice nel discorso dell'onorevole Presidente del Consiglio, ed è l'affermazione che il problema dell'emigrazione, in seguito ai colloqui e alle trattative che si sono svolte in America, ha cessato di essere un problema di politica interna italiana ed è diventato un problema internazionale. Dico che lo spunto è assai felice, perché ritengo che così, appunto, va impostata la questione dell'emigrazione. L'emigrazione non è un problema che riguardi soltanto l'Italia. Esso riguarda assai da vicino tutta l'umanità, non soltanto i paesi sovrappopolati, ma anche i paesi con scarsa popolazione. È un problema che riguarda tutta l'umanità, perché questa, senza che noi ce ne accorgiamo, a poco a poco si va inesorabilmente avviando verso l'inanizione e verso la morte; ed è soltanto l'emigrazione, ben controllata e ben diretta, che può risolvere questo gravissimo problema del mondo moderno. Noi abbiamo oggi nel mondo un miliardo e 375 milioni di abitanti, e questa popo-

lazione si accresce paurosamente ogni anno: sono decine e decine di milioni di nuovi nati ogni anno. Noi possediamo oggi, quanto a risorse nutritive per tutta questa popolazione della terra, appena il 60 per cento di quello che i fisiologi ritengono appena compatibile con l'esistenza: abbiamo 1.800 calorie in luogo delle 3 mila, che rappresentano il minimo fisiologico per l'uomo medio. E questa disponibilità di materie nutritive va sempre diminuendo, appunto per l'accrescersi della popolazione. È dunque necessario che a ciò si provveda; e non può provvedersi in nessun altro modo se non aumentando l'area della terra coltivata, in maniera da accrescere la produzione delle sostanze nutritive. Si pensi che, secondo i calcoli del valoroso fisiologo francese André Meyer, se vogliamo raggiungere nei prossimi dieci anni il minimo fisiologico per tutti gli abitanti della terra, dovremo promuovere un aumento della produzione di sostanze nutritive pari al 90 per cento di quella attuale!

Un simile problema fu già affrontato dopo l'altra guerra, quando 80 milioni di ettari furono guadagnati all'agricoltura, e deve essere affrontato nuovamente oggi. Oggi non vi è possibilità di trovare nuove zone da coltivare sulla terra, se non proprio nei paesi che hanno scarsissima popolazione. Attualmente non è pensabile che si possa accrescere in modo assai notevole la coltivazione agricola nell'occidente dell'Europa, o negli Stati Uniti d'America, o in Cina, o in India. È nell'America del sud, nell'Africa e nell'Oceania che possono soprattutto trovarsi nuovi, immensi territori da coltivare. E questi sono paesi che hanno bisogno di essere popolati. Ecco perché io dico che dovrebbe l'emigrazione diventare un problema internazionale, controllato da un organismo apposito, se volete, ma comunque sul piano internazionale; e che l'emigrazione dovrebbe avvenire a spese delle Nazioni Unite, perché è interesse questo dell'umanità tutta e non soltanto dell'Italia o di altri paesi che in questo momento abbiano una eccedenza di popolazione.

GIANNINI GUGLIELMO. Mi permetta una domanda di chiarimento.

PRESIDENTE. Se chiede permesso pure a me, può darsi che le sia consentita. Non per me, ma per il regolamento.

GIANNINI GUGLIELMO. Signor Presidente, ha perfettamente ragione, e la prego di accettare le mie scuse.

PRESIDENTE. Polemizzi pure.

GIANNINI GUGLIELMO. Non è una polemica, è una semplice domanda.

DISCUSSIONI — SEDUTA POMERIDIANA DEL 9 OTTOBRE 1951

Sono perfettamente, al cento per cento, d'accordo con lei, onorevole Martino, su tutto quanto ella ha detto egregiamente sul problema dell'emigrazione. A questo punto ella mi deve spiegare come fa ad essere un liberale colui il quale vuole controllare l'emigrazione nientemeno che con un organismo mondiale. Se questa non è pianificazione...

PRESIDENTE. Onorevole Giannini, questa non è una domanda, è un discorso...

MARTINO GAETANO. Onorevole Giannini, sono i liberali che hanno creato i primi controlli, sono i liberali che hanno eseguito le prime pianificazioni e le prime nazionalizzazioni. Il mestiere ora ci viene rubato dagli altri: ma noi lo conosciamo ancora il nostro mestiere.

GIANNINI GUGLIELMO. Io ammiro il suo spirito, ma non sono convinto.

MARTINO GAETANO. D'altra parte, onorevole Giannini, non è possibile che l'emigrazione sia lasciata libera. Evidentemente, tutti desidererebbero emigrare verso Parigi, dove ci sono i *cabarets*, piuttosto che verso il centro dell'Africa o dell'America. Ed io devo dire all'onorevole Nenni, che affermava l'altro giorno nel suo pur così brillante ed interessante discorso non essere possibile che nessun governo democratico abbia a gloriarsi di una emigrazione verso il centro dell'America del Sud o dell'Africa, che assolutamente non so rendermi conto di quello che egli dice. Io sono vissuto per quattro anni nel centro dell'America del Sud e considero quello come uno dei periodi più belli e più felici della mia vita.

MALAGUGINI. Nel Matto Grosso?

MARTINO GAETANO. No, ma assai vicino, nel Paraguay, cioè proprio al centro dell'America del Sud. Vi erano numerosi emigranti italiani anche lì, spontaneamente affluiti in quel paese, e costituivano essi pure una popolazione felice.

Naturalmente, occorre provvedere a che l'installazione degli emigranti sia conveniente e corrispondente ai dettami della civiltà, occorre provvedere perché agli emigranti sia offerto quello che è il *comfort* che la civiltà moderna esige. Ma a ciò dovrebbero pensare le Nazioni Unite od un organismo da esse creato, un organismo il quale dovrebbe affrontare le spese dell'installazione di questi emigranti, il quale dovrebbe, come ho detto, promuovendo e favorendo questo flusso di emigranti, risolvere il più grande, il più grave problema dell'ora attuale, dal quale essenzialmente dipende la pace sulla terra: il problema della nostra esistenza, il problema della alimentazione nel mondo.

E vengo, onorevoli colleghi, rapidissimamente, alla questione di Trieste.

Io non starò qui a ripetere quello che da tutti è stato detto, e che del resto risponde al sentimento di tutti gli italiani. La frase dell'onorevole Presidente del Consiglio « il destino di Trieste non è dissociabile da quello dell'Italia » io credo ci trovi tutti consenzienti qui dentro. Ma come evitare questa dissociazione? È questo il punto che noi dobbiamo coraggiosamente e realisticamente affrontare. Ora, l'altro giorno, nel suo discorso, l'onorevole Almirante si mostrava preoccupato ed elevava alte proteste per aver sentito dire che trattative sarebbero in corso con la Jugoslavia, al fine di risolvere il problema di Trieste. Io mi domando se, realisticamente considerando il problema, si può oggi pretendere — e come? — di risolverlo senza trattative con la Jugoslavia. Ma dobbiamo davvero cercare di risolvere con un atto di forza questo problema, ma dobbiamo davvero prestar fede a costoro che vanno concionando da gradassi nelle pubbliche piazze (*Applausi a sinistra, al centro e a destra*), e minacciando l'invasione del Territorio Libero, addirittura invocando il ritorno, dal mondo dei più, di Mussolini o di D'Annunzio?

Io ho seguito con attenzione quanto a questo proposito ha detto il Presidente del Consiglio, e l'argomentazione giuridica di cui egli si è valso nei suoi colloqui e nelle sue discussioni in America, la quale, se non erro, è proprio quella medesima argomentazione che in tante occasioni è stata così calorosamente e brillantemente sostenuta ed espressa dal mio amico Angelo Cammarata, rettore dell'università di Trieste. Voi sapete qual'è la questione: il trattato di pace non implica la perdita della sovranità italiana su Trieste e sul suo territorio che ad una condizione, alla condizione cioè che si istituisca lo Stato libero di Trieste. E perché lo Stato libero di Trieste si istituisca, è necessario che sia nominato un governatore. Orbene, per riconoscimento concorde e costante degli alleati, la nomina di un governatore è impossibile, la costituzione di uno Stato libero è impossibile. Dunque, resta e permane la sovranità italiana su Trieste. È questa, se ho ben capito, onorevole Presidente del Consiglio, la sua argomentazione giuridica in America.

DOMINEDÒ, *Sottosegretario di Stato per gli affari esteri*. Esattamente.

MARTINO GAETANO. Ma io mi domando: è possibile risolvere un problema di questo tipo, un problema politico così grave

DISCUSSIONI — SEDUTA POMERIDIANA DEL 9 OTTOBRE 1951

con argomenti giuridici? Siamo forse di fronte ad un qualsiasi tribunale internazionale? Evidentemente, no. Evidentemente non basta l'argomentazione giuridica, non basta nemmeno il buon diritto, il diritto riconosciuto da tutti, riconosciuto più volte dalle tre potenze con la dichiarazione tripartita, e la sua riaffermazione. Occorrono trattative, dirette o indirette, con la Jugoslavia; trattative che non sono da temere o da rigettare, che sono anzi, a parer mio, da auspicare.

Tanto più, in quanto c'è una cosa che dobbiamo domandarci, se vogliamo seriamente affrontare un problema politico di questa gravità. Dobbiamo domandarci se il tempo lavora per noi. Non solo quindi è auspicabile, ma, io credo, è urgente cercare di risolvere mediante trattative il problema di Trieste.

Io debbo dare atto all'onorevole Togliatti che egli fu veramente il primo ad avere tentato trattative dirette fra l'Italia e la Jugoslavia, che a lui veramente spetta questo merito che egli oggi, appunto, rivendica. Ma quando egli dice che quello che egli concordò con Tito non era un accordo raggiunto o da realizzare, ma semplicemente una offerta che Tito faceva e che egli trasmise al Governo italiano, egli dimentica una cosa che ha la sua importanza: che cioè questa offerta non fu trasmessa subito al Governo italiano, ma fu trasmessa prima all'*Unità* o che il montaggio editoriale che il giornale fece di questa straordinaria notizia fu tale, per cui agli occhi di tutti parve che già fosse un fatto compiuto, una realizzazione, piuttosto che una proposta; o che, se proposta essa fosse, fosse una proposta da accettare e non già da respingere. (*Commenti*).

Oggi è effettivamente fuori luogo ed inutile eseguire ancora l'indagine di chi è la colpa se a Capo d'Istria ed a Parenzo ci sono gli jugoslavi. Questa colpa è del regime che fece la guerra e la perdette; non è certamente del Governo che subì il trattato di pace (*Applausi a sinistra, al centro e a destra*), e meno ancora dei governi che gli sono succeduti raccogliendone l'eredità. Certo, giovò molto agli jugoslavi l'aver allora un potente sostenitore, così come nocque a noi non averne nessuno; e molto ci nuocerebbe ancor oggi — a mio parere — se continuassimo a restare fra questi due grandi blocchi come l'asino di Buridano che, per non sapersi decidere, morì di fame fra due mucchi di fieno.

Questa è la dolorosa realtà della politica internazionale odierna; questa realtà l'ha assai bellamente descritta l'onorevole Sa-

ragat, per cui io posso fare a meno di sottolinearla ancora.

Desidero ancora dire questo: la questione di Trieste è quella che colpisce l'immaginazione ed il sentimento di tutti noi. Tutti noi, a qualunque partito apparteniamo, tutti noi italiani guardiamo in questo momento a Trieste, perché tutti abbiamo vivo il sentimento della patria. E bene fece l'altro giorno l'onorevole Treves a ricordare che la patria non può essere monopolio di nessuno. Io devo dire a questo proposito che, quando si parla di forze nazionali (nella sfera politica) come di qualche cosa di differenziato dal resto degli italiani, si dice una menzogna, si esegue una montatura. (*Applausi a sinistra, al centro e a destra*). Non esistono forze nazionali in questo senso. Esistono, se mai, forze nazionalistiche o pseudonazionalistiche, nettamente differenziate dal resto del popolo italiano.

BELLAVISTA. Isteronazionalistiche!

MARTINO GAETANO. La patria è qualche cosa di comune, anche se non è qualche cosa che ci accomuna. Perché, infatti, della patria non abbiamo tutti la stessa concezione. La patria non è soltanto il luogo dove si è nati o dove si parla la stessa lingua. La patria è qualche cosa di molto più complesso: è la cultura che si è assorbita, è la civiltà che si è conosciuta, sono le memorie dei nostri morti, è il milieu, le cose in mezzo a cui si vive, la religione che si professa, gli ideali che si coltivano; è, soprattutto, quell'ideale supremo per il quale i nostri padri lottarono e soffrirono e che noi abbiamo sempre mantenuto nel cuore. Questo ideale si chiama libertà! Per cui io dico che, per noi di questa parte della Camera, non c'è la patria se non c'è la libertà. (*Applausi a sinistra, al centro e a destra*).

Onorevole Presidente del Consiglio, dicevo che a Trieste guardano oggi tutti gli italiani. Lavorate dunque indefessamente e con tutti i mezzi, anche con le trattative dirette con la Jugoslavia, per risolvere il problema di Trieste! Fate che Trieste ritorni agli italiani! Noi vi sorreggeremo con la nostra fiducia. (*Vivissimi applausi a sinistra, al centro e a destra — Molte congratulazioni*).

PRESIDENTE. Sottopongo alla Camera la opportunità che, dopo un intervallo di un'ora, conclusa la discussione generale con il discorso dell'ultimo iscritto a parlare, si passi, invertendo l'ordine del giorno, alla discussione del bilancio del Ministero dell'Africa italiana. Gli iscritti a parlare su questo disegno di legge sono tre.

AL SERVIZIO
DELLA PATRIA

FRANCO DE AGAZIO
FONDATARE

MERIDIANO

MILANO - Anno VI - N. 44

Domenica 11 novembre 1951

UNA COPIA LIRE QUARANTA

Dir. - Redaz. - Amm. MILANO - Via Sesto, 38 - Tel. 700.812 - Sede di ROMA - Via del Leoncino, 22 - Tel. 61.446

Abbonamenti per l'Italia: annuo, L. 3.000; semestrale, L. 1.500. Per l'Estero e la Svizzera: annuo, L. 3.000; semestrale, L. 1.500. Per tutti gli altri Paesi: annuo, L. 4.000; semestrale, L. 2.000. - Arretrati: L. 50 - C/O l'Editore - 2.000. Pubblicità - Inserzioni per not. di oltre 20 righe (3 colonne) e 1 settimana: L. 100. Per altri: per not. L. 200. Spese in più. I ritardi nei ordini sono imputati all'Amministrazione del giornale, che non si assume la responsabilità dell'adempimento. - Spedite in abbonamento postale. Il giornale è registrato al Tribunale di Milano n. 10.000/1947.

d'Italia

Bandiera U. S. A. per Livorno rossa

Laura Diaz la "Pasionaria", italiana non ha fermato i soldati di Eisenhower - Republican e d. c. pensano solo al "buon affare",

LIVORNO, novembre 10. — È una circostanza curiosa, che alla Camera dei Deputati, nel dicembre 1946, un discepolo di legge presidente del Presidente del Consiglio di sicurezza era il ministro di Grazia e Giustizia, dell'epoca, della Vittoria e Torino, e nel settembre 1948, l'attuale ministro di Grazia e Giustizia. Tale discepolo di legge, padre di tre figli, fu in una visita di cortesia a Livorno, in una casa di viale della Repubblica, dove si trovava la signora Laura Diaz, che era stata espulsa dalla città, e si trovava in un appartamento al numero 10 di viale della Repubblica, dove si trovava la signora Laura Diaz, che era stata espulsa dalla città, e si trovava in un appartamento al numero 10 di viale della Repubblica.

una situazione di emergenza. La signora Diaz, che si trovava in un appartamento al numero 10 di viale della Repubblica, dove si trovava la signora Laura Diaz, che era stata espulsa dalla città, e si trovava in un appartamento al numero 10 di viale della Repubblica.

del Pella Affianco. Le potenze si sono unite, in quanto all'operazione del viale di viale della Repubblica, dove si trovava la signora Laura Diaz, che era stata espulsa dalla città, e si trovava in un appartamento al numero 10 di viale della Repubblica.

veniva esercitata a cura della signora Diaz, che si trovava in un appartamento al numero 10 di viale della Repubblica, dove si trovava la signora Laura Diaz, che era stata espulsa dalla città, e si trovava in un appartamento al numero 10 di viale della Repubblica.

avvicinato della M. P. di viale della Repubblica, dove si trovava la signora Laura Diaz, che era stata espulsa dalla città, e si trovava in un appartamento al numero 10 di viale della Repubblica.



Si battono della che è il ministro Pella, da un po' di tempo, via via, e dirige la signora Diaz, che era stata espulsa dalla città, e si trovava in un appartamento al numero 10 di viale della Repubblica.

Da INTERVISTA
del Comandante del
Gruppo Carabinieri
in servizio per
MERIDIANO
D'ITALIA

Luce sui bilanci della Sicilia!

Ritolgiamo un invito ai deputati del Movi-

Furti a catena sulla strada di Como

Comunicazione in merito a...

UNA POLEMICA CHIARIFICATRICE

La nostrasocializzazione

Care Direzioni, la rivista di Giorgio Pini, nel numero 30 del 4 dicembre, si occupa di politica socialista...

«Socializzazione e che consista in un'azione di tipo socialista...»

«In prima persona perché in luogo di avere una guida politica...»

«non possibile attraverso il rapporto...»

«Il successo di un progetto del partito di sinistra è dovuto...»

«L'opera quindi evidente il pericolo...»

di sommario aveva lo... di questo, il che è chiaro... di questo, il che è chiaro...



Celebrazioni di Hlaga... «Il 4° numero della rivista...»

AL SERVIZIO DEGLI INGLESI

ITALIOTI IN LIBIA

A proposito dell'occupazione... «L'idea, purtuttavia, non è...»

LA CELEBRAZIONE DEL IV NOVEMBRE

«L'impugnare del fascio...»

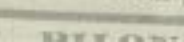
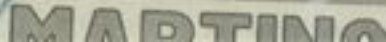
LA CELEBRAZIONE DEL IV NOVEMBRE

Miliziani sovietici contro un eroe italiano

«Vale il dire che il nostro...»

Merito democratico

«Questo è il merito...»



LA GRAVE CRISI ANGLO-EGIZIANA

LA LEZIONE DI RE FARUK VALE ANCHE PER DE GASPERI

La proposta italiana di mediazione scacco per la politica dell'erede di Sforza

La resistenza da opposizione... gli inglesi all'ultimo momento... la proposta italiana di mediazione...

del Medio Oriente che è... l'idea egiziana di un governo... l'idea italiana di un governo...

Il gran rifiuto

«Nominato Ambasciatore presso il Vaticano, il gen. Mark Clark ha declinato l'incarico»



TEHRAN. — Il generale Clark, nella sua veste di ambasciatore, ha rifiutato l'incarico di ambasciatore presso il Vaticano.

Da Montecassino al Vaticano

Ricontra la nomina del gen. Clark

La nomina di Clark... il gen. Clark ha declinato l'incarico... la nomina di Clark...

IN GERMANIA SI VIVE DI PATATE E DI PROPAGANDA



La bilancia nel settore russo oscilla fra lo sfarzo e la fame

Antlicher Passports... Official Fair Identity Card... Carnet de Legitimation Officiel de la Patrie...

Esiste in ogni città una ferrea autarchia e ogni merce che abbia un valore economico intrinseco s'è dissolta come nebbia al sole...

La bilancia nel settore russo oscilla fra lo sfarzo e la fame... la bilancia del commercio...

LONDRA O ROMA?... Che l'ambasciatore D'Elia a Londra...

